

TROIS CONTRIBUTIONS AU MARXISME

Vladimir Ilitch Lénine



UNITÉ COMMUNISTE
ICOR

TABLE DES MATIÈRES

LA DOCTRINE DE MARX	p. 3
Le matérialisme philosophique	p. 3
La dialectique	p. 5
La conception matérialiste de l'histoire	p. 7
La lutte des classes	p. 10
La Doctrine Économique de Marx.....	p. 11
La valeur	p. 12
La plus-value.....	p. 13
Le Socialisme.....	p. 22
La tactique de la lutte de classe du prolétariat	p. 25
LES TROIS SOURCES ET LES TROIS PARTIES CONSTITUTIVES DU MARXISME	p. 30
SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE	p. 35
La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (thèses).....	p. 35
Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale (pour le II ^e congrès de l'internationale communiste).....	p. 48
Rapport de la commission nationale et coloniale	p. 54

LA DOCTRINE DE MARX

Fait de juillet à novembre 1914. Paru pour la première fois en 1915 dans le Dictionnaire encyclopédique Granat, 7^e édition, tome 28.

Le marxisme est le système des idées et de la doctrine de Marx. Marx a continué et parachevé de façon géniale les trois principaux courants d'idées du XIX^e siècle, qui appartiennent aux trois pays les plus avancés de l'humanité : la philosophie classique allemande, l'économie politique classique anglaise et le socialisme français, lié aux doctrines révolutionnaires françaises en général.

La logique et l'unité remarquables des idées de Marx (qualités reconnues même par ses adversaires), dont l'ensemble constitue le matérialisme et le socialisme scientifique contemporains en tant que théorie et programme du mouvement ouvrier de tous les pays civilisés, nous obligent à faire précéder l'exposé du contenu essentiel du marxisme, la doctrine économique de Marx, d'un bref aperçu de sa conception générale du monde.

LE MATÉRIALISME PHILOSOPHIQUE

Depuis 1844-1845, époque où se formèrent ses idées, Marx était matérialiste ; il subit, en particulier, l'influence de L. Feuerbach, dont les seules faiblesses, à ses yeux, résidaient dans l'insuffisance de logique et d'ampleur de son matérialisme. Pour Marx, l'importance historique de Feuerbach, qui « fit époque », tenait à sa rupture décisive avec l'idéalisme de Hegel et à son affirmation du matérialisme.

Celui-ci, dès le XVIII^e siècle, notamment en France, ne fut pas seulement une lutte contre les institutions politiques existantes, ainsi que contre la religion et la théologie, mais « [...] contre toute métaphysique » [prise dans le sens de « spéculation enivrée » par opposition à la « philosophie raisonnable »] (*La Sainte Famille* dans le *Literarischer Nachlaß*). « Pour Hegel, écrivait Marx, le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'idée, est le démiurge (le créateur) de la réalité [...] Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que le reflet du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme » (*Le Capital*, livre I, postface de la deuxième édition). En parfait accord avec cette philosophie matérialiste de Marx, F. Engels, en l'exposant dans *l'Anti-Dühring* (dont Marx avait lu le manuscrit), écrivait :

« L'unité du monde ne consiste pas en son Être [...] L'unité réelle du monde consiste en sa matérialité, et celle-ci se prouve [...] par un

long et laborieux développement de la philosophie et de la science de la nature [...] Le mouvement est le mode d'existence de la matière. Jamais, et nulle part, il n'y a eu de matière sans mouvement, et il ne peut y en avoir [...] Mais si l'on demande ensuite ce que sont la pensée et la conscience et d'où elles viennent, on trouve qu'elles sont des produits du cerveau humain et que l'homme est lui-même un produit de la nature, qui s'est développé dans et avec son milieu ; d'où il résulte naturellement que les productions du cerveau humain, qui en dernière analyse sont aussi des produits de la nature, ne sont pas en contradiction, mais en conformité avec l'ensemble de la nature.»

«Hegel était idéaliste, ce qui veut dire qu'au lieu de considérer les idées de son esprit comme les reflets [dans l'original: *Abbilder*, parfois Engels parle de “reproduction”] plus ou moins abstraits des choses et des processus réels, il considérait à l'inverse les objets et leur développement comme de simples copies réalisées de l'“Idée” existant on ne sait où dès avant le monde.»

Dans son *Ludwig Feuerbach*, livre où il expose ses propres idées et celles de Marx sur la philosophie de Feuerbach, et qu'il n'envoya à l'impression qu'après avoir relu encore une fois le vieux manuscrit de 1844-1845 écrit en collaboration avec Marx sur Hegel, Feuerbach et la conception matérialiste de l'histoire, Engels écrit :

«La grande question fondamentale de toute philosophie, et spécialement de la philosophie moderne, est celle [...] du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature [...] la question de savoir quel est l'élément primordial, l'esprit ou la nature [...] Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon à cette question, les philosophes se divisaient en deux grands camps. Ceux qui affirmaient le caractère primordial de l'esprit par rapport à la nature, et qui admettaient, par conséquent, en dernière instance, une création du monde de quelque espèce que ce fût [...] formaient le camp de l'idéalisme. Les autres, qui considéraient la nature comme l'élément primordial, appartenaient aux différentes écoles du matérialisme.»

Tout autre emploi des notions d'idéalisme et de matérialisme (au sens philosophique) ne fait que créer la confusion. Marx repoussait catégoriquement non seulement l'idéalisme, toujours lié d'une façon ou d'une autre à la religion, mais aussi le point de vue, particulièrement répandu de nos jours, de Hume et de Kant, l'agnosticisme, le criticisme, le positivisme sous leurs

différents aspects, considérant ce genre de philosophie comme une concession «réactionnaire» à l'idéalisme et, dans le meilleur des cas, comme «une façon honteuse d'accepter le matérialisme en cachette, tout en le reniant publiquement».

Voyez à ce propos, outre les ouvrages d'Engels et de Marx que nous venons de citer, la lettre de Marx à Engels en date du 12 décembre 1868, où il parle d'une intervention du célèbre naturaliste T. Huxley. Constatant que ce dernier s'est montré «plus matérialiste» que d'ordinaire et a reconnu que, tant que «nous observons et pensons réellement, nous ne pouvons jamais sortir du matérialisme», Marx lui reproche d'avoir «ouvert une porte dérobée» à l'agnosticisme et à la théorie de Hume.

Il importe surtout de retenir l'opinion de Marx sur le rapport entre la liberté et la nécessité. «La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise[...] La liberté est l'intellection de la nécessité» (F. Engels dans *l'Anti-Dühring*) ; autrement dit, elle consiste à reconnaître l'existence de lois objectives de la nature et la transformation dialectique de la nécessité en liberté (de même que la transformation de la «chose en soi», non connue, mais connaissable, en une «chose pour nous», de «l'essence des choses» en «phénomènes»). Selon Marx et Engels, le défaut essentiel de «l'ancien» matérialisme, y compris celui de Feuerbach (et à plus forte raison du matérialisme «vulgaire» de Büchner-Vogt-Moleschott), tenait au fait que :

1. ce matérialisme était «essentiellement mécaniste» et ne tenait pas compte du développement moderne de la chimie et de la biologie (de nos jours, il conviendrait d'ajouter encore : de la théorie électrique de la matière) ;
2. l'ancien matérialisme n'était ni historique ni dialectique (mais métaphysique dans le sens d'anti-dialectique) et n'appliquait pas le point de vue de l'évolution d'une façon systématique et généralisée ;
3. il concevait «l'être humain» comme une abstraction et non comme «l'ensemble de tous les rapports sociaux» (concrètement déterminés par l'histoire), et ne faisait par conséquent «qu'interpréter» le monde alors qu'il s'agissait de le «transformer», c'est-à-dire qu'il ne saisissait pas la portée de «l'activité pratique révolutionnaire».

LA DIALECTIQUE

Marx et Engels voyaient dans la dialectique de Hegel, doctrine la plus vaste, la plus riche et la plus profonde de l'évolution, une immense acquisi-

tion de la philosophie classique allemande. Tout autre énoncé du principe du développement, de l'évolution, leur paraissait unilatéral, pauvre, déformant et mutilant la marche réelle de l'évolution (souvent marquée de bonds, de catastrophes, de révolutions) dans la nature et dans la société.

«Marx et moi, nous fûmes sans doute à peu près seuls à sauver [de l'idéalisme, l'hégélianisme y compris] la dialectique consciente pour l'intégrer dans la conception matérialiste de la nature».

«La nature est le banc d'essai de la dialectique et nous devons dire à l'honneur de la science moderne de la nature qu'elle a fourni pour ce banc d'essai une riche moisson de faits [cela a été écrit avant la découverte du radium, des électrons, de la transformation des éléments, etc.!] qui s'accroît tous les jours, en prouvant ainsi que dans la nature les choses se passent, en dernière analyse, dialectiquement et non métaphysiquement».

«La grande idée fondamentale, écrit Engels, selon laquelle le monde ne doit pas être considéré comme un complexe de choses achevées, mais comme un complexe de processus où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les idées, passent par un changement ininterrompu de devenir et dépérissement – cette grande idée fondamentale a, notamment depuis Hegel, pénétré si profondément dans la conscience courante qu'elle ne trouve, sous cette forme générale, presque plus de contradiction. Mais la reconnaître en paroles et l'appliquer dans la réalité, en détail, à chaque domaine soumis à l'investigation, sont deux choses différentes.»

«Il n'y a rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle [la philosophie dialectique] ; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien n'existe pour elle que le processus ininterrompu du devenir et du transitoire, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant.»

Donc, selon Marx, la dialectique est «la science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine».

C'est cet aspect révolutionnaire de la philosophie de Hegel que Marx adopta et développa. Le matérialisme dialectique «n'a que faire d'une philosophie placée au-dessus des autres sciences». La partie de l'ancienne philosophie qui

subsiste, c'est « la doctrine de la pensée et de ses lois – la logique formelle et la dialectique ». Or, dans la conception de Marx, comme dans celle de Hegel, la dialectique inclut ce que l'on appelle aujourd'hui la théorie de la connaissance ou gnoséologie, qui doit considérer son objet également au point de vue historique, en étudiant et en généralisant l'origine et le développement de la connaissance, le passage de l'ignorance à la connaissance.

À notre époque, l'idée du développement, de l'évolution, a pénétré presque entièrement la conscience sociale, mais par d'autres voies que la philosophie de Hegel. Cependant, cette idée, telle que l'ont formulée Marx et Engels en s'appuyant sur Hegel, est beaucoup plus vaste et plus riche de contenu que l'idée courante de l'évolution. Un développement qui semble reproduire des stades déjà connus, mais sous une autre forme, à un degré plus élevé (« négation de la négations ») ; un développement pour ainsi dire en spirale et non en ligne droite ; un développement par bonds, par catastrophes, par révolutions, « par solutions de continuités » ; la transformation de la quantité en qualité ; les impulsions internes du développement, provoquées par la contradiction, le choc des forces et tendances diverses agissant sur un corps donné, dans le cadre d'un phénomène donné ou au sein d'une société donnée ; l'interdépendance et la liaison étroite, indissoluble, de tous les aspects de chaque phénomène (et ces aspects, l'histoire en fait apparaît sans cesse de nouveaux), liaison qui détermine le processus universel du mouvement, processus unique, régi par des lois, tels sont certains des traits de la dialectique, en tant que doctrine de l'évolution plus riche de contenu (que la doctrine usuelle). (Voir la lettre de Marx à Engels en date du 8 janvier 1868, où il se moque des « trichotomies rigides » de Stein, qu'il serait absurde de confondre avec la dialectique matérialiste.)

LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE

Se rendant compte que l'ancien matérialisme était inconséquent, incomplet et unilatéral, Marx conclut qu'il fallait « mettre la science de la société [...] en accord avec la base matérialiste, et la reconstruire en s'appuyant sur elle ». Si, d'une manière générale, le matérialisme explique la conscience par l'être et non l'inverse, cette doctrine, appliquée à la société humaine, exigeait qu'on expliquât la conscience sociale par l'être social.

« La technologie, dit Marx, met à nu le mode d'action de l'homme vis-à-vis de la nature, le procès de production de sa vie matérielle, et, par conséquent, l'origine des rapports sociaux et des idées ou conceptions intellectuelles qui en découlent » (*Le Capital*, livre I).

On trouve une formulation complète des thèses fondamentales du matérialisme appliqué à la société humaine et à son histoire dans la préface de Marx à son ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique*, où il s'exprime comme suit :

«[...] dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles.

L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse – des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production [...] A grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques

progressives de la formation sociale économique» (voir la brève formule que Marx donne dans sa lettre à Engels en date du 7 juillet 1866: «Notre théorie de la détermination de l'organisation du travail par les moyens de production.»)

La découverte de la conception matérialiste de l'histoire, ou, plus exactement, l'application conséquente et l'extension du matérialisme au domaine des phénomènes sociaux, a éliminé les deux défauts essentiels des théories historiques antérieures. En premier lieu, ces dernières ne considéraient, dans le meilleur des cas, que les mobiles idéologiques de l'activité historique des hommes, sans rechercher l'origine de ces mobiles, sans saisir les lois objectives qui président au développement du système des rapports sociaux et sans discerner les racines de ces rapports dans le degré de développement de la production matérielle. En second lieu, les théories antérieures négligeaient précisément l'action des masses de la population, tandis que le matérialisme historique permet d'étudier, pour la première fois et avec la précision des sciences naturelles, les conditions sociales de la vie des masses et les modifications de ces conditions.

La «sociologie» et l'historiographie d'avant Marx accumulaient dans le meilleur des cas des faits bruts, recueillis au petit bonheur, et n'exposaient que certains aspects du processus historique. Le marxisme a frayé le chemin à l'étude globale et universelle du processus de la naissance, du développement et du déclin des formations économiques et sociales en examinant l'ensemble des tendances contradictoires, en les ramenant aux conditions d'existence et de production, nettement précisées, des diverses classes de la société, en écartant le subjectivisme et l'arbitraire dans le choix des idées «directrices» ou dans leur interprétation, en découvrant l'origine de toutes les idées et des différentes tendances, sans exception, dans l'état des forces productives matérielles.

Les hommes sont les artisans de leur propre histoire, mais par quoi les mobiles des hommes, et plus précisément des masses humaines, sont-ils déterminés? Quelle est la cause des conflits entre les idées et les aspirations contradictoires? Quelle est la résultante de tous ces conflits de l'ensemble des sociétés humaines? Quelles sont les conditions objectives de la production de la vie matérielle sur lesquelles est basée toute l'activité historique des hommes? Quelle est la loi qui préside à l'évolution de ces conditions?

Marx a porté son attention sur tous ces problèmes et a tracé la voie à l'étude scientifique de l'histoire conçue comme un processus unique, régi par des lois, quelles qu'en soient la prodigieuse variété et toutes les contradictions.

Chacun sait que, dans toute société, les aspirations de certains de ses membres se heurtent à celles des autres, que la vie sociale est pleine de contradictions, que l'histoire nous révèle la lutte entre les peuples et les sociétés, ainsi que dans leur propre sein, et qu'elle nous montre, en outre, une succession de périodes de révolution et de réaction, de paix et de guerre, de stagnation et de progrès rapide ou de décadence. Le marxisme a donné le fil conducteur qui, dans ce labyrinthe et ce chaos apparent, permet de découvrir l'existence de lois: la théorie de la lutte des classes. Seule l'étude de l'ensemble des aspirations de tous les membres d'une société ou d'un groupe de sociétés permet de définir avec une précision scientifique le résultat de ces aspirations. Or, les aspirations contradictoires naissent de la différence de situation et de conditions de vie des classes en lesquelles se décompose toute société.

«L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, écrit Marx dans le *Manifeste du Parti Communiste* [excepté l'histoire de la communauté primitive, ajoutera plus tard Engels], n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte [...] La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées: la bourgeoisie et le prolétariat.»

Depuis la grande Révolution française, l'histoire de l'Europe a, dans nombre de pays, révélé avec une évidence particulière cette cause réelle des événements: la lutte des classes. Déjà, à l'époque de la Restauration, on vit apparaître en France un certain nombre d'historiens (Thierry, Guizot, Mignet, Thiers) qui, dans leur synthèse des événements, ne purent s'empêcher de reconnaître que la lutte des classes était la clé permettant de comprendre toute l'histoire de France. Quant à l'époque moderne, celle de la victoire complète de la bourgeoisie, des institutions représentatives, du suffrage

élargi (sinon universel), de la presse quotidienne à bon marché qui pénètre dans les masses, etc., l'époque des associations puissantes et de plus en plus vastes, celles des ouvriers et celles des patrons, etc., elle a montré avec plus d'évidence encore (bien que parfois sous une forme très unilatérale, «pacifique», «constitutionnelle») que la lutte des classes est le moteur des événements. Le passage suivant du *Manifeste du Parti Communiste* de Marx montre que celui-ci exigeait de la science sociale l'analyse objective de la situation de chaque classe au sein de la société moderne, en connexion avec les conditions de développement de chacune d'elles :

«De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat.»

Dans nombre d'ouvrages historiques, Marx donna des exemples brillants et profonds d'histoire matérialiste, d'analyse de la condition de chaque classe particulière et parfois des divers groupes ou couches au sein d'une classe, montrant jusqu'à l'évidence pourquoi et comment «toute lutte de classes est une lutte politique». Le texte que nous venons de citer montre clairement la complexité du réseau des rapports sociaux et des transitions d'une classe à l'autre, du passé à l'avenir, que Marx analyse afin de déterminer exactement la résultante du développement historique.

La théorie de Marx trouve sa confirmation et son application la plus profonde, la plus complète et la plus détaillée dans sa doctrine économique.

LA DOCTRINE ÉCONOMIQUE DE MARX

«Le but final de cet ouvrage [dit Marx dans sa préface au *Capital*] est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne», c'est-à-dire de la société capitaliste, de la société bourgeoise. L'étude des rapports

de production d'une société donnée, historiquement déterminée dans leur naissance, leur développement et leur déclin, tel est le contenu de la doctrine économique de Marx. Ce qui domine dans la société capitaliste, c'est la production des marchandises ; aussi l'analyse de Marx commence-t-elle par l'analyse de la marchandise.

LA VALEUR

La marchandise est, en premier lieu, une chose qui satisfait un besoin quelconque de l'homme ; en second lieu, c'est une chose que l'on échange contre une autre. L'utilité d'une chose en fait une valeur d'usage. La valeur d'échange (ou valeur tout court) est, tout d'abord, le rapport, la proportion, dans l'échange d'un certain nombre de valeurs d'usage d'une espèce contre un certain nombre de valeurs d'usage d'une autre espèce. L'expérience quotidienne nous montre que des millions et des milliards de tels échanges établissent sans cesse des rapports d'équivalence entre les valeurs d'usage les plus diverses et les plus dissemblables.

Qu'y a-t-il donc de commun entre ces choses différentes, continuellement ramenées les unes aux autres dans un système déterminé de rapports sociaux ? Ce qu'elles ont de commun, c'est d'être des produits du travail. En échangeant des produits, les hommes établissent des rapports d'équivalence entre les genres de travail les plus différents. La production des marchandises est un système de rapports sociaux dans lequel les divers producteurs créent des produits variés (division sociale du travail) et les rendent équivalents au moment de l'échange. Par conséquent, ce qui est commun à toutes les marchandises, ce n'est pas le travail concret d'une branche de production déterminée, ce n'est pas un travail d'un genre particulier, mais le travail humain abstrait, le travail humain en général.

Dans la société étudiée, toute la force de travail représentée par la somme des valeurs de toutes les marchandises est une seule et même force de travail humain : des milliards d'échanges le démontrent. Chaque marchandise prise à part n'est donc représentée que par une certaine portion de temps de travail socialement nécessaire. La grandeur de la valeur est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire ou par le temps de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise donnée, d'une valeur d'usage donnée. « [...] en réputant égaux dans l'échange leurs produits différents, ils [les producteurs] établissent par le fait que leurs différents travaux sont égaux. Ils le font sans le savoir. »

La valeur est un rapport entre deux personnes, a dit un vieil économiste ; il

aurait dû simplement ajouter: un rapport caché sous l'enveloppe des choses. C'est seulement en considérant le système des rapports sociaux de production d'une formation historique déterminée de la société, rapports apparaissant dans le phénomène de masse de l'échange répété des milliards de fois, que l'on peut comprendre ce qu'est la valeur. «En tant que valeurs, toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé.»

Après une analyse approfondie du double caractère du travail incorporé dans les marchandises, Marx passe à l'examen de la forme de la valeur et de l'argent. Ce faisant, la principale tâche qu'il s'assigne est de rechercher l'origine de la forme monétaire de la valeur, d'étudier le processus historique du développement de l'échange, en commençant par les actes d'échange particuliers et fortuits («forme simple, particulière ou accidentelle de la valeur»: une quantité déterminée d'une marchandise est échangée contre une quantité déterminée d'une autre marchandise) pour passer à la forme générale de la valeur, lorsque plusieurs marchandises différentes sont échangées contre une seule et même marchandise, en terminant par la forme monétaire de la valeur, où l'or apparaît comme cette marchandise déterminée, comme l'équivalent général. Produit suprême du développement de l'échange et de la production marchande, l'argent estompe, dissimule le caractère social du travail individuel, le lien social entre les divers producteurs reliés les uns aux autres par le marché.

Marx soumet à une analyse extrêmement détaillée les diverses fonctions de l'argent, et il importe de souligner qu'ici aussi (comme dans les premiers chapitres du *Capital*) la forme abstraite de l'exposé, qui paraît parfois purement déductive, reproduit en réalité une documentation extrêmement riche sur l'histoire du développement de l'échange et de la production marchande.

«Si nous considérons l'argent, nous constatons qu'il suppose un certain développement de l'échange des marchandises. Les formes particulières de l'argent: simple équivalent de marchandises, moyen de circulation, moyen de paiement, trésor ou monnaie universelle, indigent, suivant l'étendue variable et la prépondérance relative de l'une ou de l'autre de ces fonctions, des degrés très divers de la production sociale» (*Le Capital*, livre I).

LA PLUS-VALUE

À un certain degré du développement de la production des marchandises, l'argent se transforme en capital. La formule de la circulation des marchandises était: M (marchandise) – A (argent) – M (marchandise), c'est-à-dire

vente d'une marchandise pour l'achat d'une autre. La formule générale du capital est par contre *A-M-A*, c'est-à-dire l'achat pour la vente (avec un profit).

C'est cet accroissement de la valeur primitive de l'argent mis en circulation que Marx appelle plus-value. Cet «accroissement» de l'argent dans la circulation capitaliste est un fait connu de tous. C'est précisément cet «accroissement» qui transforme l'argent en capital, en tant que rapport social de production particulier, historiquement déterminé. La plus-value ne peut provenir de la circulation des marchandises, car celle-ci ne connaît que l'échange d'équivalents ; elle ne peut provenir non plus d'une majoration des prix, étant donné que les pertes et les profits réciproques des acheteurs et des vendeurs s'équilibreraient ; or, il s'agit d'un phénomène social, moyen, généralisé, et non point d'un phénomène individuel. Pour obtenir de la plus-value, «il faudrait que le possesseur d'argent pût découvrir [...] sur le marché même, une marchandise dont la valeur d'usage possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable», une marchandise dont le processus de consommation fût en même temps un processus de création de valeur.

Or, cette marchandise existe : c'est la force de travail humaine. Sa consommation, c'est le travail, et le travail crée la valeur. Le possesseur d'argent achète la force de travail à sa valeur, déterminée, comme celle de toute autre marchandise, par le temps de travail socialement nécessaire à sa production (c'est-à-dire par le coût de l'entretien de l'ouvrier et de sa famille). Ayant acheté la force de travail, le possesseur d'argent est en droit de la consommer, c'est-à-dire de l'obliger à travailler toute la journée, disons, 12 heures. Or, en 6 heures (temps de travail «nécessaire»), l'ouvrier crée un produit qui couvre les frais de son entretien, et, pendant les 6 autres heures (temps de travail «supplémentaire»), il crée un produit «supplémentaire», non rétribué par le capitaliste, et qui est la plus-value.

Par conséquent, du point de vue du processus de la production, il faut distinguer deux parties dans le capital : le capital constant, dépensé pour les moyens de production (machines, instruments de travail, matières premières, etc.), dont la valeur passe telle quelle (d'un seul coup ou par tranches) dans le produit fini, et le capital variable, employé à payer la force de travail. La valeur de ce capital, ne reste pas immuable ; elle s'accroît dans le processus du travail, en créant de la plus-value. Aussi, pour exprimer le degré d'exploitation de la force de travail par le capital, faut-il comparer la plus-value non pas au capital total, mais uniquement au capital variable. Le taux de la plus-value, nom donné par Marx à ce rapport, sera, dans notre exemple, de $\frac{6}{6}$ ou de 100%.

L'apparition du capital implique des conditions historiques préalables :

1. l'accumulation d'une certaine somme d'argent entre les mains de particuliers, à un stade de la production marchande déjà relativement élevé ;
2. l'existence d'ouvriers «libres» à deux points de vue: libres de toute contrainte et de toute restriction quant à la vente de leur force de travail, et libres parce que sans terre et sans moyens de production en général, d'ouvriers sans maîtres, d'ouvriers-«prolétaires» qui ne peuvent subsister qu'en vendant leur force de travail.

L'accroissement de la plus-value est possible grâce à deux procédés essentiels la prolongation de la journée de travail («plus-value absolue») et la réduction du temps de travail nécessaire («plus-value relative»). Examinant le premier procédé, Marx brosse un tableau grandiose de la lutte de la classe ouvrière pour la réduction de la journée de travail et de l'intervention du pouvoir d'État pour la prolonger (XIV^e-XVII^e siècles) ou pour la diminuer (législation de fabrique au XIX^e siècle). Depuis la publication du *Capital*, l'histoire du mouvement ouvrier dans tous les pays civilisés a fourni des milliers et des milliers de faits nouveaux illustrant ce tableau.

Dans son analyse de la production de la plus-value relative, Marx étudie les trois grands stades historiques de l'accroissement de la productivité du travail par le capitalisme :

1) la coopération simple ; 2) la division du travail et la manufacture ; 3) les machines et la grande industrie. L'analyse profonde de Marx révèle les traits fondamentaux et typiques du développement du capitalisme ; c'est ce que confirme, entre autres, l'étude de l'industrie dite «artisanale» en Russie, laquelle fournit une documentation très abondante illustrant les deux premiers de ces trois stades. Quant à l'action révolutionnaire de la grande industrie mécanique décrite par Marx en 1867, elle s'est manifestée, au cours du demi-siècle écoulé depuis cette date, dans plusieurs pays «neufs» (Russie, Japon, etc.).

Ensuite, ce qui est nouveau et extrêmement important chez Marx, c'est l'analyse de l'accumulation du capital, c'est à-dire de la transformation d'une partie de la plus-value en capital et de son emploi non pour satisfaire les besoins personnels ou les caprices du capitaliste, mais à nouveau pour la production. Marx a montré l'erreur de toute l'économie politique classique antérieure (depuis Adam Smith), d'après laquelle toute la plus-value transformée en capital va au capital variable. En réalité, elle se décompose

en moyens de production plus capital variable. L'accroissement plus rapide de la part du capital constant (au sein du capital total) par rapport à celle du capital variable est d'une importance considérable dans le processus du développement du capitalisme et de sa transformation en socialisme.

En accélérant l'éviction des ouvriers par la machine et en créant à un pôle la richesse et à l'autre la misère, l'accumulation du capital donne aussi naissance à ce que l'on appelle «l'armée ouvrière de réserve», «l'excédent relatif» d'ouvriers ou la «surpopulation capitaliste», qui revêt des formes extrêmement variées et permet au capital de développer très rapidement la production. Cette possibilité, combinée avec le crédit et l'accumulation du capital en moyens de production, nous donne, entre autres, l'explication des crises de surproduction, qui surviennent périodiquement dans les pays capitalistes, environ tous les dix ans d'abord, puis à des intervalles moins rapprochés et moins fixes. Il faut distinguer entre l'accumulation du capital sur la base du capitalisme et l'accumulation dite primitive: séparation par la violence du travailleur d'avec les moyens de production, expulsion des paysans de leurs terres, vol des terres communales, système colonial, dettes publiques, tarifs protectionnistes, etc. «L'accumulation primitive» crée, à un pôle, le prolétaire «libre», à l'autre, le détenteur de l'argent, le capitaliste. La «tendance historique de l'accumulation capitaliste» est caractérisée par Marx dans ce texte célèbre:

«L'expropriation des producteurs immédiats s'exécute avec le vandalisme le plus impitoyable, et sous la poussée des passions les plus infâmes, les plus sordides, les plus mesquines et les plus haineuses. La propriété privée, acquise par le travail personnel [du paysan et de l'artisan], et fondée, pour ainsi dire, sur la fusion du travailleur isolé et autonome avec ses conditions de travail, est supplantée par la propriété privée capitaliste qui repose sur l'exploitation du travail d'autrui qui n'est libre que formellement [...] Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste qui exploite un grand nombre d'ouvriers. Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même, par la concentration des capitaux. Chaque capitaliste élimine nombre d'autres capitalistes. Corrélativement à cette centralisation, ou à cette expropriation, du grand nombre des capitalistes par une poignée d'entre eux se développent la forme coopérative, sur une échelle toujours plus grande, du procès de travail, l'application consciente de la science à la technique, l'exploitation méthodique de la terre, la transformation des instruments particuliers de tra-

vail en instruments de travail utilisables seulement en commun, l'économie de tous les moyens de production utilisés comme moyens de production d'un travail social combiné, l'entrée de tous les peuples dans le réseau du marché mondial, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. À mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce procès de transformation, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière [...] de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même du procès de production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété privée capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés» (*Le Capital*, livre I).

Ensuite, ce qui est extrêmement important et nouveau, c'est l'analyse faite par Marx, dans le livre II du *Capital*, de la reproduction de l'ensemble du capital social. Ici encore, il envisage non un phénomène individuel, mais un phénomène général, non une fraction de l'économie sociale, mais la totalité de cette dernière.

En rectifiant l'erreur des économistes classiques mentionnée plus haut, Marx divise toute la production sociale en deux grandes sections: I) la production des moyens de production et II) la production des biens de consommation; après quoi, opérant sur des chiffres, il étudie minutieusement la circulation de l'ensemble du capital social, tant dans la reproduction qui existait dans ses anciennes dimensions que dans le cas de l'accumulation.

Dans le livre III du *Capital* se trouve résolu, d'après la loi de la valeur, le problème du taux moyen du profit. L'œuvre de Marx constitue un progrès considérable dans la science économique du fait que son analyse part des phénomènes économiques de masse, de l'ensemble de l'économie sociale et non pas de cas isolés ou de l'aspect extérieur superficiel de la concurrence, auxquels se bornent souvent l'économie politique vulgaire ou la moderne «théorie de l'utilité marginale». Marx examine tout d'abord l'origine de la plus-value, et n'envisage qu'ensuite sa décomposition en profit, intérêt et rente foncière. Le profit est le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital engagé dans une entreprise. Le capital à «composition organique élevée» (c'est-à-dire où le capital constant dépasse le capital variable dans une pro-

portion supérieure à la moyenne sociale) donne un taux de profit inférieur à la moyenne. Le capital à «composition organique basse» donne un taux de profit supérieur à la moyenne. La concurrence entre les capitaux et leur libre passage d'une branche à l'autre ramènent, dans les deux cas, le taux de profit au taux moyen. La somme des valeurs de toutes les marchandises dans une société donnée coïncide avec la somme des prix des marchandises, mais, dans chaque entreprise et dans chaque branche de production prise à part, la concurrence fait que les marchandises sont vendues non à leur valeur, mais au prix de production, lequel est égal au capital dépensé augmenté du profit moyen.

Ainsi, l'écart entre le prix et la valeur et l'égalisation du profit, faits incontestables et connus de chacun, sont parfaitement expliqués par Marx grâce à la loi de la valeur, car la somme des valeurs de toutes les marchandises est égale à la somme de leurs prix. Toutefois, la réduction de la valeur (sociale) aux prix (individuels) ne s'opère pas de façon simple et directe, mais d'une manière fort complexe ; il est tout naturel que, dans une société de producteurs dispersés de marchandises, qui ne sont reliés entre eux que par le marché, les lois ne puissent s'exprimer que sous une forme moyenne, sociale, générale, par la compensation réciproque des écarts individuels de part et d'autre de cette moyenne.

L'augmentation de la productivité du travail implique un accroissement plus rapide du capital constant par rapport au capital variable. Or, la plus-value étant fonction du seul capital variable, on conçoit que le taux du profit (le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital, et pas seulement à sa partie variable) ait tendance à baisser. Marx analyse minutieusement cette tendance, ainsi que les circonstances qui la masquent ou la contrarient. Passons sur les chapitres extrêmement intéressants du livre III consacrés au capital usuraire, au capital commercial et au capital-argent, et abordons l'essentiel: la théorie de la rente foncière.

La surface du sol étant limitée, et, dans les pays capitalistes, entièrement occupée par des propriétaires, le prix de production des produits agricoles est déterminé d'après les frais de production sur un terrain non de qualité moyenne, mais de la qualité la plus mauvaise, et d'après les conditions de transport au marché non pas moyennes, mais les plus défavorables. La différence entre ce prix et le prix de production sur un terrain de qualité supérieure (ou dans de meilleures conditions) donne la rente différentielle. Par l'analyse détaillée de cette rente, en démontrant qu'elle provient de la différence de fertilité des terrains et de la différence des fonds investis dans l'agriculture, Marx mit à nu (voir également les *Théories de la plus-value*, où la critique de

Rodbertus mérite une attention particulière) l'erreur de Ricardo prétendant que la rente différentielle ne s'obtient que par la conversion graduelle des meilleurs terrains en terrains de qualité inférieure.

Au contraire, des changements inverses se produisent également, les terrains d'une certaine catégorie se transforment en terrains d'une autre catégorie (en raison du progrès de la technique agricoles de la croissance des villes, etc.), et la fameuse «loi de la fertilité décroissante du sol» est une profonde erreur qui tend à mettre sur le compte de la nature les défauts, les limitations et les contradictions du capitalisme. Ensuite, l'égalisation du profit dans toutes les branches de l'industrie et de l'économie nationale en général suppose une liberté complète de concurrence, le libre transfert du capital d'une branche à une autre. Mais la propriété privée du sol crée un monopole et un obstacle à ce libre transfert. En vertu de ce monopole, les produits de l'agriculture, qui se distinguent par une composition organique inférieure du capital et, de ce fait, par un taux de profit individuel plus élevé, n'entrent pas dans le libre jeu d'égalisation du taux du profit ; le propriétaire peut user de son monopole foncier pour maintenir le prix au-dessus de la moyenne, et ce prix de monopole engendre la rente absolue.

La rente différentielle ne peut être abolie en régime capitaliste ; par contre, la rente absolue peut l'être, par exemple avec la nationalisation du sol, lorsque celui-ci devient propriété d'État. Ce passage du sol à l'État saperait le monopole des propriétaires privés et ouvrirait la voie à une liberté de concurrence plus conséquente et plus complète dans l'agriculture. Voilà pourquoi, dit Marx, les bourgeois radicaux ont, plus d'une fois dans l'histoire, formulé cette revendication bourgeoise progressive de la nationalisation du sol, qui effraie néanmoins la majorité de la bourgeoisie, car elle "touche" de trop près à un autre monopole, lequel, de nos jours, est particulièrement important et "sensible" : le monopole des moyens de production en général. (Cette théorie du profit moyen rapporté par le capital et de la rente foncière absolue a été exposée par Marx en un langage remarquablement populaire, concis et clair dans sa lettre à Engels en date du 2 août 1862. Voir *Correspondance*, tome III, pp. 77-81. Voir aussi sa lettre du 9 août 1862, *ibidem*, pp. 86-87.)

Il importe également de signaler, à propos de l'histoire de la rente foncière, l'analyse de Marx montrant la transformation de la rente-travail (lorsque le paysan crée un surproduit en travaillant la terre du seigneur) en rente-produit ou rente-nature (lorsque le paysan crée sur sa propre terre un surproduit qu'il remet au propriétaire en vertu d'une «contrainte extra-économique»), puis en rente-argent (cette même rente-nature se transformant en argent – dans l'ancienne Russie, «l'*obrok*» – par suite du développement de la production

marchande), et enfin en rente capitaliste, lorsque, à la place du paysan, intervient dans l'agriculture l'entrepreneur, qui fait cultiver sa terre en utilisant le travail salarié.

À l'occasion de cette analyse de la «genèse de la rente foncière capitaliste», signalons quelques pensées profondes de Marx (particulièrement importantes pour les pays arriérés tels que la Russie) sur l'évolution du capitalisme dans l'agriculture. Avec la transformation de la rente en nature en rente-argent, il se constitue nécessairement en même temps, et même antérieurement, une classe de journaliers non possédants et travaillant contre salaire. Pendant que cette classe se constitue et qu'elle ne se manifeste encore qu'à l'état sporadique, les paysans aisés, astreints à une redevance, prennent tout naturellement l'habitude d'exploiter à leur propre compte des salariés agricoles, tout comme, sous le régime féodal, les paysans serfs ayant du bien disposaient eux-mêmes d'autres serfs. D'où, pour ces paysans aisés, la possibilité d'amasser peu à peu une certaine fortune et de se transformer en futurs capitalistes. Parmi les anciens exploitants, possesseurs du sol, il se crée ainsi une pépinière de fermiers capitalistes, dont le développement est conditionné par le développement général de la production capitaliste hors de l'agriculture» (*Le Capital*, livre III, p. 332)

«[...] (L'expropriation et l'expulsion d'une partie de la population rurale non seulement rendent disponibles, pour le capital industriel, les ouvriers et leurs moyens de subsistance et de travail, mais encore créent le marché intérieur» (*Le Capital*, livre I, p. 778).

La paupérisation et la ruine de la population des campagnes jouent un rôle, à leur tour, dans la création d'une armée ouvrière de réserve à la disposition du capital. Dans tout pays capitaliste, «une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière (c'est-à-dire non agricole) [...] Cette source de la surpopulation relative ne tarit donc jamais [...] l'ouvrier agricole touche un salaire réduit au minimum et a toujours un pied dans la fange du paupérisme» (*Le Capital*, livre I^{er}, p. 668).

La propriété privée du paysan sur la terre qu'il cultive constitue la base de la petite production, la condition de sa prospérité et de son accession à une forme classique. Mais cette petite production n'est compatible qu'avec le cadre primitif étroit de la production et de la société. En régime capitaliste,

«l'exploitation des paysans ne se distingue que par la forme de l'exploitation du prolétariat industriel. L'exploiteur est le même: le capital. Les capitalistes pris isolément exploitent les paysans pris isolément par les hypothèques et l'usure. La classe capitaliste exploite la classe paysanne par, l'impôt d'État» (*Les Lutttes de classes en France*).

«La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente et de laisser au paysan lui-même le soin de voir comment il réussira à se procurer son salaire» (*Le 18-Brumaire*).

Ordinairement, le paysan livre à la société capitaliste, c'est-à-dire à la classe des capitalistes, même une partie de son salaire et tombe ainsi «au degré du tenancier irlandais ; et tout cela sous le prétexte d'être propriétaire privé» (*Les Lutttes de classes en France*).

Quelle est «l'une des raisons qui font que le prix des céréales, dans les pays où prédomine la propriété parcellaire, est plus bas que dans les pays à production capitaliste?» (*Le Capital*, livre III, p. 340). C'est que le paysan livre gratuitement à la société (c'est-à-dire à la classe des capitalistes) une partie du surproduit. «Ce prix moins élevé [des céréales et des autres produits agricoles] résulte par conséquent de la pauvreté des producteurs et nullement de la productivité de leur travail» (*Ibidem*). En régime capitaliste, la petite propriété agraire, forme normale de la petite production, se dégrade, s'étiole et périt.

«La propriété parcellaire exclut de par sa nature même le développement des forces productives sociales du travail, l'établissement de formes sociales de travail, la concentration sociale des capitaux, l'élevage à grande échelle, l'application progressive de la science à la culture. L'usure et les impôts la ruinent partout fatalement. Le débours de capital pour l'achat de la terre fait qu'il ne peut être investi dans la culture. Les moyens de production sont éparpillés à l'infini, le producteur lui-même se trouve isolé. [Les coopératives, c'est-à-dire les associations de petits paysans, qui jouent un rôle progressif bourgeois des plus considérables, ne peuvent qu'affaiblir cette tendance, mais non la supprimer ; il ne faut pas oublier non plus que ces coopératives donnent beaucoup aux paysans aisés, et très peu ou presque rien à la masse des paysans pauvres, et qu'ensuite ces associations finissent par exploiter elles-mêmes le travail salarié.] Le gaspillage de force humaine est immense. La détérioration progressive des conditions

de production et le renchérissement des moyens de production sont une loi inéluctable de la propriété parcellaire.»

Dans l'agriculture comme dans l'industrie, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le «martyrologe des producteurs».

«La dissémination des travailleurs agricoles sur de plus grandes surfaces brise leur force de résistance, tandis que la concentration augmente celle des ouvriers urbains. Dans l'agriculture moderne, capitaliste, comme dans l'industrie moderne, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art de dépouiller le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol[...] La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant simultanément les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur» (*Le Capital*, livre I, fin du 13^e chapitre).

LE SOCIALISME

On voit par ce qui précède que si Marx conclut à la transformation inévitable de la société capitaliste en société socialiste, c'est entièrement et exclusivement à partir des lois économiques du mouvement de la société moderne.

La socialisation du travail qui progresse toujours plus rapidement sous mille formes diverses et qui, pendant le demi-siècle écoulé depuis la mort de Marx, s'est surtout manifestée par l'extension de la grande production, des cartels, des syndicats et des trusts capitalistes, ainsi que par l'accroissement immense des proportions et de la puissance du capital financier ; et c'est là que réside la principale base matérielle de l'avènement inéluctable du socialisme. Le moteur intellectuel et moral, l'agent physique de cette transformation, c'est le prolétariat éduqué par le capitalisme lui-même.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, revêtant des formes diverses et de plus en plus riches de contenu, devient inévitablement une lutte politique tendant à la conquête du pouvoir politique («dictature du prolétariat»). La socialisation de la production ne peut manquer d'aboutir à la transformation des moyens de production en propriété sociale, à «l'expropriation des expropriateurs». L'augmentation énorme de la productivité du travail, la réduction de la journée de travail, la substitution du travail collectif perfec-

tionné aux vestiges, aux ruines de la petite production primitive et disséminée, telles sont les conséquences directes de cette transformation. Le capitalisme rompt définitivement la liaison de l'agriculture avec l'industrie, mais il prépare en même temps, par son développement à un niveau supérieur, des éléments nouveaux de cette liaison : l'union de l'industrie avec l'agriculture sur la base d'une application consciente de la science, d'une coordination du travail collectif, d'une nouvelle répartition de la population (mettant un terme à l'isolement de la campagne, à son état d'abandon et d'inculture, de même qu'à l'agglomération contre nature d'une population énorme dans les grandes villes).

Les formes supérieures du capitalisme moderne préparent une nouvelle forme de la famille, de nouvelles conditions quant à la situation de la femme et à l'éducation des nouvelles générations ; le travail des femmes et des enfants et la dissolution de la famille patriarcale par le capitalisme prennent inévitablement, dans la société moderne, les formes les plus terribles, les plus désastreuses et les plus répugnantes.

Toutefois, « la grande industrie, par le rôle décisif qu'elle assigne aux femmes, aux adolescents et aux enfants des deux sexes, dans les procès de production socialement organisés en dehors de la sphère familiale, crée une nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les deux sexes. Il est naturellement aussi absurde de considérer comme absolue tant la forme germano-chrétienne de la famille que les anciennes formes romaine, grecque, orientale, qui constituent, d'ailleurs, une série de développements historiques successifs. Il est également évident que la composition du personnel ouvrier, regroupant des individus de tout âge des deux sexes, constitue, dans sa forme capitaliste primitive et brutale pour laquelle l'ouvrier n'existe que pour le procès du travail et non pas ce dernier pour l'ouvrier, une source pestilentielle de corruption et d'esclavage qui doit inversement se transformer, dans des conditions adéquates, en une source de développement humain » (*Le Capital*, livre I, fin du 13^e chapitre).

Le système de fabrique nous montre « le germe de l'éducation de l'avenir, éducation où le travail productif s'unira, pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge, à l'instruction et à la gymnastique, et cela non seulement comme méthode destinée à accroître la production sociale, mais comme la seule et unique méthode pour produire des hommes complets » (*Ibidem*).

C'est sur la même base historique que le socialisme de Marx pose les problèmes de la nationalité et de l'État, non seulement pour expliquer le passé, mais aussi pour prévoir hardiment l'avenir et entreprendre une action audacieuse en vue de sa réalisation. Les nations sont un produit et une forme inévitables de l'époque bourgeoise de l'évolution des sociétés. La classe ouvrière n'aurait pu se fortifier, s'aguerrir, se former, sans « s'organiser dans le cadre de la nation », sans être « nationale » (« quoique nullement au sens bourgeois du mot »). Mais le développement du capitalisme brise sans cesse les barrières nationales, détruit l'isolement national, substitue les antagonismes de classes aux antagonismes nationaux. C'est pourquoi, dans les pays capitalistes développés, il est parfaitement vrai que « les ouvriers n'ont pas de patrie » et que, tout au moins dans les pays civilisés, leur « action commune » « est une des premières conditions de l'émancipation du prolétariat » (*Manifeste du Parti Communiste*).

L'État, cette violence organisée, a surgi inévitablement à un certain degré d'évolution de la société lorsque celle-ci, divisée en classes inconciliables, n'aurait pu subsister sans un « pouvoir » placé prétendument au-dessus de la société et séparé d'elle jusqu'à un certain point.

Né des antagonismes de classes, l'État devient « l'État de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. C'est ainsi que l'État antique était avant tout l'État des propriétaires d'esclaves pour mater les esclaves, comme l'État féodal fut l'organe de la noblesse pour mater les paysans serfs et corvéables, et comme l'État représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital » (F. Engels: *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, où il expose ses vues et celles de Marx).

La forme même la plus libre et la plus progressive de l'État bourgeois, la république démocratique, n'élimine nullement ce fait, mais en modifie seulement l'aspect (liaison du gouvernement avec la Bourse, corruption directe et indirecte des fonctionnaires et de la presse, etc.). Le socialisme, en menant à la suppression des classes, conduit par là même à la suppression de l'État.

« Le premier acte dans lequel l'État apparaît réellement comme représentant de toute la société, – la prise de possession des moyens de production au nom de la société, – est en même temps son dernier acte propre en tant qu'État. D'un domaine à l'autre,

l'intervention d'un pouvoir d'État dans les rapports sociaux devient superflue et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'État n'est pas aboli, il s'éteint » (F. Engels: *Anti-Dühring*).

« La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs reléguera toute la machine de l'État là où sera dorénavant sa place: au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze » (F. Engels: *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*).

Enfin, en ce qui concerne la position du socialisme de Marx à l'égard de la petite paysannerie, qui existera encore à l'époque où les expropriateurs seront expropriés, il importe de mentionner cette déclaration d'Engels, qui exprime la pensée de Marx:

« [...] lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrons songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers. Notre devoir envers le petit paysan est, en premier lieu, de faire passer sa propriété et son exploitation individuelles à l'exploitation coopérative, non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. Et ici les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages qui lui sauteront aux yeux dès aujourd'hui » (F. Engels: *La Question paysanne en France et en Allemagne*, édit. Alexéïeva, p. 17. La traduction russe contient des erreurs. Voir l'original dans la *Neue Zeit*).

LA TACTIQUE DE LA LUTTE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT

Ayant discerné, dès 1844-1845, l'une des principales lacunes de l'ancien matérialisme, qui n'avait pas su comprendre les conditions, ni apprécier la portée de l'activité pratique révolutionnaire, Marx accorda durant toute sa vie, parallèlement à ses travaux théoriques, une attention soutenue aux questions de tactique de la lutte de classe du prolétariat. Toutes les œuvres de Marx fournissent à cet égard une riche documentation, en particulier sa correspondance avec Engels, publiée en 1913, en quatre volumes. Cette documentation est encore loin d'être entièrement recueillie, classée, étudiée et analysée.

C'est pourquoi nous devons nous borner, ici, aux observations les plus générales et les plus brèves, en soulignant que, sans cet aspect, Marx considérait avec raison le matérialisme comme incomplet, unilatéral et sclérosé. La tâche essentielle de la tactique du prolétariat était définie par Marx en accord rigoureux avec sa conception matérialiste-dialectique du monde. Seule l'étude objective de l'ensemble des rapports de toutes les classes, sans exception, d'une société donnée, et, par conséquent, la connaissance du degré objectif du développement de cette dernière et des corrélations entre elle et les autres sociétés, peut servir de base à une tactique juste de la classe d'avant-garde. En outre, toutes les classes et tous les pays sont considérés, sous un aspect non pas statique, mais dynamique, c'est-à-dire non à l'état d'immobilité, mais dans leur mouvement (mouvement dont les lois dérivent des conditions économiques de l'existence de chaque classe).

A son tour, le mouvement est envisagé du point de vue non seulement du passé, mais aussi de l'avenir, et non selon la conception vulgaire des «évolutionnistes» qui n'aperçoivent que les changements lents, mais d'une façon dialectique: «Dans les grands développements historiques, écrivait Marx à Engels, vingt années ne sont pas plus qu'un jour, bien que, par la suite, puissent venir des journées qui concentrent en elles vingt années» (*Correspondance*, tome III, p. 127).

A chaque étape de l'évolution, à chaque moment, la tactique du prolétariat doit tenir compte de cette dialectique objectivement inévitable de l'histoire de l'humanité: d'une part, en mettant à profit les époques de stagnation politique, c'est-à-dire de développement dit «paisible», pour avancer à pas de tortue, afin d'accroître la conscience, la force et la combativité de la classe d'avant-garde d'autre part, en orientant tout ce travail vers le «but final» de cette classe pour la rendre capable de remplir pratiquement de grandes tâches dans les grandes journées «qui concentrent en elles vingt années».

Deux thèses de Marx sont particulièrement importantes à cet égard. L'une, dans la *Misère de la Philosophie*, concerne la lutte économique et les organisations économiques du prolétariat ; l'autre, dans le *Manifeste du Parti Communiste*, est relative aux tâches politiques du prolétariat. La première est ainsi énoncée: «La grande industrie concentre dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence divise leurs intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance – coalition[...] les coalitions, d'abord isolées, se regroupent, et, face au capital toujours réuni, le maintien de l'association devient

plus nécessaire pour eux que celui du salaire[...] Dans cette lutte – véritable guerre civile – se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l’association prend un caractère politique.»

Nous avons ici le programme et la tactique de la lutte économique et du mouvement syndical pour des dizaines d’années, pour toute la longue période de préparation des forces du prolétariat «à une bataille à venir». Il faut rapprocher de cela les nombreuses indications de Marx et Engels, fondées sur l’expérience du mouvement ouvrier anglais, qui montrent comment la “prospérité” industrielle suscite des tentatives “d’acheter le prolétariat”» (*Correspondance*, tome I, p. 136) pour le détourner de la lutte ; comment cette prospérité en général «démoralise les ouvriers» (tome II, p. 218) ; comment le prolétariat anglais «s’embourgeoise» – «la nation la plus bourgeoise entre toutes [la nation anglaise] semble vouloir finalement posséder à côté de la bourgeoisie une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois» (tome II, p.290) ; comment son «énergie révolutionnaire» disparaît (tome III, p. 124) ; comment il faudra attendre plus ou moins longtemps «que les ouvriers anglais se débarrassent de leur apparente contamination bourgeoise» (tome III, p. 127) ; comment “l’ardeur des chartistes”» fait défaut au mouvement ouvrier anglais (1866, tome 111, p. 305) ; comment les leaders ouvriers anglais deviennent une sorte de type intermédiaire «entre le bourgeois radical et l’ouvrier» (allusion à *Holyoake*, tome IV, p. 209) ; comment, en raison du monopole de l’Angleterre et tant que celui-ci subsistera, «il n’y aura rien à faire avec les ouvriers anglais» (tome IV, p. 433). La tactique de la lutte économique, en rapport avec la marche générale (et avec l’issue) du mouvement ouvrier, est examinée ici d’un point de vue remarquablement vaste, universel, dialectique et authentiquement révolutionnaire.

Le *Manifeste du Parti Communiste* a énoncé le principe fondamental du marxisme en ce qui concerne la tactique de la lutte politique : «Ils [les communistes] combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais [...] défendent [...] en même temps l’avenir du mouvement.»

Partant de là, Marx soutint, en 1848, le parti de la «révolution agraire» de Pologne, «c’est-à-dire le parti qui fit en 1846 l’insurrection de Cracovie». En 1848-1849, Marx soutint la démocratie révolutionnaire extrême en Allemagne et ne revint jamais sur ce qu’il avait dit alors à propos de la tactique. Il considérait la bourgeoisie allemande comme un élément «enclin depuis le début à trahir le peuple [seule l’alliance avec la paysannerie aurait pu permettre à la bourgeoisie d’arriver entièrement à ses fins] et à passer un compromis avec le représentant couronné de la vieille société».

Voici l'analyse finale donnée par Marx de la situation de classe de la bourgeoisie allemande à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise. Cette analyse est, d'ailleurs, un modèle d'analyse matérialiste qui considère la société dans son mouvement, sans se borner au mouvement tourné vers le passé: «[...] se méfiant d'elle-même, se méfiant du peuple, grommelant contre les couches supérieures et redoutant les couches inférieures, [...] craignant l'ouragan mondial ; [...] dénuée de toute énergie, ne représentant qu'un pur plagiat, sans initiative ; [...] vieillard sur qui pèse la malédiction, condamné qu'il est à pervertir les premiers élans de jeunesse d'un peuple débordant de vie pour les plier à ses intérêts séniles[...]» («*Neue Rheinische Zeitung*», 1848, V. *Literarischer Nachlaß*, tome III, p. 212).

Environ vingt ans après, dans une lettre à Engels (tome III, p. 224), Marx écrivait que la Révolution de 1848 avait échoué parce que la bourgeoisie avait préféré la paix dans l'esclavage à la seule perspective de combattre pour la liberté. Lorsque l'époque des révolutions de 1848-1849 fut close, Marx se dressa contre toute tentative de jouer à la révolution (lutte contre Shapper-Willich), exigeant que l'on sût travailler dans la nouvelle époque qui préparait, sous une «paix» apparente, de nouvelles révolutions. Le jugement suivant de Marx sur la situation en Allemagne en 1856, à l'époque de la réaction la plus noire, montre dans quel esprit il entendait que ce travail fût accompli: «En Allemagne, tout dépendra de la possibilité de faire appuyer la révolution prolétarienne par une réédition de la guerre des paysans.» («*Correspondance*, tome II, p. 108.)

Tant que la révolution démocratique (bourgeoise) ne fut pas achevée en Allemagne, Marx porta toute son attention, en ce qui concernait la tactique du prolétariat socialiste, sur le développement de l'énergie démocratique de la paysannerie. Il estimait que l'attitude de Lassalle était «objectivement [...] une trahison à l'égard de tout le mouvement ouvrier au profit de la Prusse» (tome III p. 210), notamment parce qu'il favorisait les junkers et le nationalisme prussien. «Dans un pays essentiellement agricole, c'est une bassesse – écrivait Engels à Marx en 1865, à propos d'un projet de déclaration commune dans la presse – [...] que d'attaquer, au nom du prolétariat industriel, uniquement la bourgeoisie, sans même faire allusion à l'exploitation patriarcale, exploitation à coups de bâton, du prolétariat rural par la grande noblesse féodale.» (tome III, p. 217)

Dans la période de 1864 à 1870, alors qu'en Allemagne l'époque de la révolution démocratique bourgeoise tirait à sa fin, époque où les classes exploiteuses de Prusse et d'Autriche se disputaient sur les moyens d'achever cette révolution par en haut, Marx ne se bornait pas à condamner Lassalle

pour ses complaisances envers Bismarck, mais corrigeait aussi Liebknecht, qui versait dans «l'austrophilie» et défendait le particularisme ; Marx exigeait une tactique révolutionnaire combattant aussi implacablement Bismarck que les austrophiles, une tactique ne s'adaptant pas au «vainqueur», le hobereau prussien, mais renouvelant immédiatement la lutte révolutionnaire contre lui, également sur le terrain créé par les victoires militaires de la Prusse (*Correspondance*, tome III, pp. 134, 136, 147, 179, 204, 210, 215, 418, 437, 440-441).

Dans la célèbre «Adresse» de l'Internationale en date du 9 septembre 1870, Marx mettait en garde le prolétariat français contre une insurrection prématurée, mais lorsqu'elle survint néanmoins (1871), il salua avec enthousiasme l'initiative révolutionnaire des masses «montant à l'assaut du ciel» (lettre de Marx à Kugelmann). Dans cette situation comme dans nombre d'autres, la défaite du mouvement révolutionnaire, à la lumière du matérialisme dialectique de Marx, fut un moindre mal du point de vue de la marche générale et de l'issue de la lutte prolétarienne que ne l'eût été l'abandon de la position occupée, la capitulation sans combat : une telle capitulation aurait démoralisé le prolétariat, miné sa combativité. Appréciant à sa juste valeur l'emploi des moyens légaux de lutte en période de stagnation politique et de domination de la légalité bourgeoise, Marx condamna très vigoureusement en 1877-1878, après la promulgation de la loi d'exception contre les socialistes, la «phrase révolutionnaire» d'un Most, mais il blâma avec autant d'énergie, sinon davantage, l'opportunisme qui s'était alors emparé momentanément du Parti social-démocrate officiel, lequel n'avait pas su faire aussitôt preuve de fermeté, de ténacité, d'esprit révolutionnaire et de la volonté, en réponse à la loi d'exception, de passer à la lutte illégale (*Correspondance*, tome IV, pp. 397, 404, 418, 422, 424. Voir également les lettres de Marx à Sorge).

LES TROIS SOURCES ET LES TROIS PARTIES CONSTITUTIVES DU MARXISME

Lénine, Mars 1913.

La doctrine de Marx suscite, dans l'ensemble du monde civilisé, la plus grande hostilité et la haine de toute la science bourgeoise (officielle comme libérale), qui voit dans le marxisme quelque chose comme une «secte malfaisante». On ne peut pas s'attendre à une autre attitude, car dans une société fondée sur la lutte des classes, il ne saurait y avoir de science sociale «impartiale». Toute la science officielle et libérale défend, d'une façon ou de l'autre, l'esclavage salarié, cependant que le marxisme a déclaré une guerre implacable à cet esclavage. Demander une science impartiale dans une société fondée sur l'esclavage salarié, est d'une naïveté aussi puérile que de demander aux fabricants de se montrer impartiaux dans la question de savoir s'il convient de diminuer les profits du Capital pour augmenter le salaire des ouvriers.

Mais ce n'est pas tout. L'histoire de la philosophie et l'histoire de la science sociale montrent en toute clarté que le marxisme n'a rien qui ressemble à du «sectarisme» dans le sens d'une doctrine repliée sur elle-même et ossifiée, surgie à l'écart de la grande route du développement de la civilisation universelle. Au contraire, Marx a ceci de génial qu'il a répondu aux questions que l'humanité avancée avait déjà soulevées. Sa doctrine naquit comme la continuation directe et immédiate des doctrines des représentants les plus éminents de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme.

La doctrine de Marx est toute-puissante, parce qu'elle est juste. Elle est harmonieuse et complète ; elle donne aux hommes une conception cohérente du monde, inconciliable avec toute superstition, avec toute réaction, avec toute défense de l'oppression bourgeoise, Elle est le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIX^e siècle: la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français. C'est à ces trois sources, à ces trois parties constitutives du marxisme, que nous nous arrêterons brièvement.

Le matérialisme est la philosophie du marxisme, au cours de toute l'histoire moderne de l'Europe et surtout à la fin du XVIII^e siècle, en France, où se déroulait une lutte décisive contre tout le fatras du Moyen Âge, contre la

féodalité dans les institutions et dans les idées, le matérialisme fut l'unique philosophie conséquente, fidèle à tous les enseignements des sciences naturelles, hostile aux superstitions, au cagotisme, etc. Aussi les ennemis de la démocratie s'appliquèrent-ils de toutes leurs forces à «réfuter» le matérialisme, à le discréditer, à le calomnier ; ils défendaient les diverses formes de l'idéalisme philosophique qui de toute façon se réduit toujours à la défense ou au soutien de la religion. Marx et Engels défendirent résolument le matérialisme philosophique, et ils montrèrent maintes fois ce qu'il y avait de profondément erroné dans toutes les déviations à l'égard de cette doctrine fondamentale. Leurs vues sont exposées avec le plus de clarté et de détails dans les ouvrages d'Engels : *Ludwig Feuerbach* et *l'Anti-Dühring*, qui, comme le *Manifeste du Parti Communiste*, sont les livres de chevet de tout ouvrier conscient.

Mais Marx ne s'arrêta pas au matérialisme du XVIIIe siècle, il poussa la philosophie plus avant. Il l'enrichit des acquisitions de la philosophie classique allemande, surtout du système de Hegel, lequel avait conduit à son tour au matérialisme de Feuerbach. La principale de ces acquisitions est la dialectique, c'est-à-dire la théorie de l'évolution, dans son aspect le plus complet, le plus profond et le plus exempt d'étroitesse, théorie de la relativité des connaissances humaines qui nous donnent l'image de la matière en perpétuel développement. Les récentes découvertes des sciences naturelles – le radium, les électrons, la transformation des éléments – ont admirablement confirmé le matérialisme dialectique de Marx, en dépit des doctrines des philosophes bourgeois et de leurs «nouveaux» retours à l'ancien idéalisme pourri.

Approfondissant et développant le matérialisme philosophique, Marx le fit aboutir à son terme logique, et il l'étendit de la connaissance de la nature à la connaissance de la société humaine. Le matérialisme historique de Marx fut la plus grande conquête de la pensée scientifique. Au chaos et à l'arbitraire qui régnaient jusque-là dans les conceptions de l'histoire et de la politique, succéda une théorie scientifique remarquablement cohérente et harmonieuse, qui montre comment, d'une forme d'organisation sociale, surgit et se développe, par suite de la croissance des forces productives, une autre forme, plus élevée, – comment par exemple le capitalisme naît du féodalisme.

De même que la connaissance de l'homme reflète la nature qui existe indépendamment de lui, c'est-à-dire la matière en voie de développement, de même la connaissance sociale de l'homme (c'est-à-dire les différentes opinions et doctrines philosophiques, religieuses, politiques, etc.), reflète le régime économique de la société. Les institutions politiques s'érigent en superstructure sur une base économique. Nous voyons, par exemple, com-

ment les différentes formes politiques des États européens modernes servent à renforcer la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.

La philosophie de Marx est un matérialisme philosophique achevé, qui a donné de puissants instruments de connaissance à l'humanité et à la classe ouvrière surtout.

Après avoir constaté que le régime économique constitue la base sur laquelle s'érige la superstructure politique, Marx réserve son attention surtout à l'étude de ce régime économique. L'œuvre principale de Marx, *Le Capital*, est consacrée à l'étude du régime économique de la société moderne, c'est-à-dire capitaliste.

L'économie politique classique antérieure à Marx naquit en Angleterre, pays capitaliste le plus évolué. Adam Smith et David Ricardo, en étudiant le régime économique, marquèrent le début de la théorie de la valeur-travail. Marx continua leur œuvre. Il donna un fondement strictement scientifique à cette théorie et la développa de façon conséquente. Il montra que la valeur de toute marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la production de cette marchandise.

Là où les économistes bourgeois voyaient des rapports entre objets (échange d'une marchandise contre une autre), Marx découvrit des rapports entre hommes. L'échange de marchandises exprime le lien établi par l'intermédiaire du marché entre les producteurs isolés. L'argent signifie que ce lien devient de plus en plus étroit, unissant en un tout indissoluble toute la vie économique des producteurs isolés. Le capital signifie le développement continu de ce lien: la force de travail de l'homme devient une marchandise. Le salarié vend sa force de travail au propriétaire de la terre, des usines, des instruments de production. L'ouvrier emploie une partie de la journée de travail à couvrir les frais de son entretien et de celui de sa famille (le salaire) ; l'autre partie, à travailler gratuitement, en créant pour le capitaliste la plus-value, source de profit, source de richesse pour la classe capitaliste.

La théorie de la plus-value constitue la pierre angulaire de la théorie économique de Marx. Le capital créé par le travail de l'ouvrier pèse sur l'ouvrier, ruine les petits patrons et crée une armée de chômeurs. Dans l'industrie, la victoire de la grosse production est visible d'emblée ; nous observons d'ailleurs un phénomène analogue dans l'agriculture: la supériorité de la grosse exploitation agricole capitaliste augmente, l'emploi des machines se généralise, les exploitations paysannes voient se resserrer autour d'elles le nœud coulant du capital financier, elles déclinent et se ruinent sous le joug de

leur technique arriérée. Dans l'agriculture les formes de ce déclin de la petite production sont autres, mais le déclin lui-même est un fait incontestable.

Le capital qui bat la petite production, conduit à augmenter la productivité du travail et à créer la prépondérance des associations de gros capitalistes. La production elle-même devient de plus en plus sociale, – des centaines de milliers et des millions d'ouvriers sont réunis dans un organisme économique coordonné, tandis qu'une poignée de capitalistes s'approprient le produit du travail commun. L'anarchie de la production grandit, crises, course folle à la recherche de débouchés, existence non assurée pour la masse de la population.

Tout en augmentant la dépendance des ouvriers envers le capital, le régime capitaliste crée la grande puissance du travail unifié.

Marx a suivi le développement du capitalisme depuis les premiers rudiments de l'économie marchande, l'échange simple, jusqu'à ses formes supérieures, la grande production. Et l'expérience de tous les pays capitalistes, vieux et neufs, montre nettement d'année en année, à un nombre de plus en plus grand d'ouvriers, la justesse de cette doctrine de Marx. Le capitalisme a vaincu dans le monde entier, mais cette victoire n'est que le prélude de la victoire du Travail sur le Capital.

Lorsque le régime féodal fut renversé et que la « libre » société capitaliste vit le jour, il apparut tout de suite que cette liberté signifiait un nouveau système d'oppression et d'exploitation des travailleurs, Aussitôt diverses doctrines socialistes commencèrent à surgir, reflet de cette oppression et protestation contre elle. Mais le socialisme primitif était un socialisme utopique. Il critiquait la société capitaliste, la condamnait, la maudissait ; il rêvait de l'abolir, il imaginait un régime meilleur ; il cherchait à persuader les riches de l'immoralité de l'exploitation.

Mais le socialisme utopique ne pouvait indiquer une véritable issue. Il ne savait ni expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, ni découvrir les lois de son développement, ni trouver la force sociale capable de devenir le créateur de la société nouvelle.

Cependant les révolutions orageuses qui accompagnèrent partout en Europe et principalement en France la chute de la féodalité, du servage, montraient avec toujours plus d'évidence que la lutte des classes est la base et la force motrice du développement.

Pas une seule liberté politique n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une résistance acharnée. Pas un seul pays capitaliste ne s'est constitué sur une base plus ou moins libre, démocratique, sans qu'une lutte à mort n'ait mis aux prises les différentes classes de la société capitaliste. Marx a ceci de génial qu'il fut le premier à dégager et à appliquer de façon conséquente l'enseignement que comporte l'histoire universelle. Cet enseignement, c'est la doctrine de la lutte de classes.

Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen: trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent – et doivent de par leur situation sociale – devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.

Seul le matérialisme philosophique de Marx a montré au prolétariat la voie à suivre pour sortir de l'esclavage spirituel où végétaient jusque-là toutes les classes opprimées. Seule la théorie économique de Marx a expliqué la situation véritable du prolétariat dans l'ensemble du régime capitaliste.

Les organisations prolétariennes indépendantes se multiplient dans le monde entier, de l'Amérique au Japon, de la Suède à l'Afrique du Sud. Le prolétariat s'instruit et s'éduque en menant sa lutte de classe ; il s'affranchit des préjugés de la société bourgeoise, il acquiert une cohésion de plus en plus grande, il apprend à apprécier ses succès à leur juste valeur, il retrempe ses forces et grandit irrésistiblement.

SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE

La présente édition, qui réunit trois textes de Lénine: «La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», «Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale» et «Rapport de la Commission nationale et coloniale», a été établie d'après les traductions existant en langue française en s'appuyant sur une confrontation avec l'édition chinoise de Lénine Sur les Questions Nationale et Coloniale, recueil de trois textes, publiée par les Éditions du Peuple, Pékin, août 1964, et en se référant à l'édition russe des Œuvres de Lénine. Les notes mises à la fin de la brochure sont rédigées d'après celles de l'édition chinoise des Éditions du Peuple, Pékin, et celles des traductions françaises existantes.

LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES (THÈSES)

Publié en avril 1916 dans la revue Vorbote n° 2

Publié en langue russe en octobre 1916, dans le recueil Social-Démocrate n° 1.

L'impérialisme, le socialisme et la libération des nations opprimées

L'impérialisme est le stade suprême de développement du capitalisme. Dans les pays avancés, le capital a débordé le cadre des États nationaux et substitué le monopole à la concurrence, en créant toutes les prémisses objectives pour la réalisation du socialisme. Voilà pourquoi, en Europe occidentale et aux États-Unis, s'inscrit à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement des gouvernements capitalistes, pour l'expropriation de la bourgeoisie. L'impérialisme pousse les masses à cette lutte, en exacerbant dans de vastes proportions les contradictions de classes, en aggravant la situation de ces masses aussi bien sous le rapport économique – trusts, vie chère – que sous le rapport politique: développement du militarisme, multiplication des guerres, renforcement de la réaction, affermissement et extension du joug national et du pillage des colonies. Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre – et l'alliance libre est une

formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation – ces partis trahiraient le socialisme.

Certes, la démocratie est aussi une forme d'État, qui devra disparaître quand celui-ci disparaîtra lui-même, mais cela n'arrivera que lors du passage du socialisme définitivement victorieux et affermi au communisme intégral.

La révolution socialiste et la lutte pour la démocratie

La révolution socialiste, ce n'est pas un acte unique, une bataille unique sur un seul front, c'est toute une époque de conflits de classes aigus, une longue succession de batailles sur tous les fronts, c'est-à-dire sur toutes les questions d'économie et de politique, batailles qui ne peuvent finir que par l'expropriation de la bourgeoisie. Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie. Une erreur non moins grave serait de supprimer un des paragraphes du programme démocratique, par exemple celui concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, sous prétexte que ce droit serait « irréalizable » ou « illusoire » à l'époque de l'impérialisme. L'affirmation selon laquelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est irréalizable dans le cadre du capitalisme peut être prise soit dans un sens absolu, économique, soit dans un sens relatif, politique.

Dans le premier cas, cette affirmation est foncièrement erronée au point de vue théorique. Premièrement, sont irréalizable dans ce sens, en régime capitaliste, par exemple la monnaie de travail ou la suppression des crises, etc. Mais il est absolument faux que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes soit également irréalizable. Deuxièmement, l'exemple de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905, suffit à lui seul pour réfuter ce « caractère irréalizable » compris dans ce sens. Troisièmement, il serait ridicule de nier qu'un petit changement du rapport des forces politiques et stratégiques, par exemple entre l'Allemagne et l'Angleterre, rendrait parfaitement « réalisable » aujourd'hui ou demain la formation de nouveaux États : polonais, indien, etc. Quatrièmement, le capital financier, dans sa tendance à l'expansion, achètera et soudoiera « librement » le gouvernement démocratique et républicain le plus libre et les fonctionnaires élus de n'importe quel pays, fût-il « indépendant ». La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par quelque transformation que ce soit

dans le domaine de la démocratie politique ; or, l'autodétermination se rapporte entièrement et exclusivement à ce domaine. Mais cette domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en tant que forme plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte des classes. C'est pourquoi tous les raisonnements présentant comme « irréalisable », du point de vue économique, l'une des revendications de la démocratie politique en régime capitaliste procèdent d'une définition théoriquement fautive des rapports généraux et fondamentaux du capitalisme et de la démocratie politique en général.

Dans le second cas, cette affirmation est incomplète et inexacte. Car ce n'est pas seulement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique qui, à l'époque de l'impérialisme, ne sont « réalisables » qu'incomplètement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel (par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905). La revendication de l'affranchissement immédiat des colonies, formulée par tous les social-démocrates révolutionnaires, est elle aussi « irréalisable » en régime capitaliste sans toute une série de révolutions. Cependant, cela n'entraîne nullement la renonciation de la social-démocratie à la lutte immédiate et la plus résolue pour toutes ces revendications – cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction – tout au contraire, il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires ; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant ; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie. La révolution socialiste peut éclater non seulement à la suite d'une grande grève ou d'une manifestation de rue, ou d'une émeute de la faim, ou d'une mutinerie des troupes, ou d'une révolte coloniale, mais aussi à la suite d'une quelconque crise politique du genre de l'affaire Dreyfus¹

1. Affaire Dreyfus, procès provocateur organisé en 1894 par les milieux monarchistes réactionnaires de la clique militaire française contre Dreyfus, officier israélite de l'état-major général, faussement accusé d'espionnage et de haute trahison. Dreyfus fut condamné par un tribunal militaire à la détention à vie. Le mouvement d'opinion qui se développa en France pour la révision de l'affaire Dreyfus suscita une lutte acharnée entre républicains et monarchistes et aboutit, en fin de compte, à la réhabilitation de Dreyfus en 1906. Lénine disait de l'affaire Dreyfus qu'elle était « l'une des mille et mille infâmes fourberies de la clique militaire réactionnaire ».

ou de l'incident de Saverne², ou à la faveur d'un référendum à propos de la séparation d'une nation opprimée, etc.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie, non pas de renoncer à la lutte « utopique », comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent également sur ce terrain, comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie.

*La signification du droit des nations à disposer d'elles-mêmes
et son rapport avec la fédération*

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits États. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un État est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands États, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme. Reconnaître le droit d'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. On peut être un adversaire résolu de ce principe et être partisan du centralisme démocratique, mais préférer la fédération à l'inégalité nationale, comme la seule voie menant au centralisme démocratique intégral. C'est précisément de ce point de vue que Marx, tout en étant centraliste, préférerait même la fédération de l'Irlande avec l'Angleterre à l'assujettissement forcé de l'Irlande par les Anglais³.

Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits États et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion. Et, précisément

2. L'incident de Saverne se produisit dans la ville alsacienne de Saverne en novembre 1913, à la suite des vexations infligées par un officier prussien aux Alsaciens et qui soulevèrent l'indignation de la population locale, en majorité française, contre le joug de la clique militaire prussienne. A propos de l'incident de Saverne, voir l'article de Lénine « Saverne » (*Œuvres*, tome 19).

3. Voir *Œuvres* de K. Marx et F. Engels, tome 23, 1952, pp. 464 et 480, édition russe.

pour atteindre ce but, nous devons, d'une part, expliquer aux masses le caractère réactionnaire de l'idée de Renner et de O. Bauer sur ce qu'ils appellent l'«autonomie nationale culturelle»⁴ et, d'autre part, revendiquer la libération des nations opprimées, non pas en alignant des phrases vagues et générales, des déclamations vides de sens, non pas en «ajournant» la question jusqu'à l'avènement du socialisme, mais en proposant un programme politique clairement et exactement formulé, qui tienne tout particulièrement compte de l'hypocrisie et de la lâcheté des socialistes des nations oppressives. De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer.

*Comment le prolétariat révolutionnaire doit poser le problème
du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*

Ce n'est pas seulement la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais tous les points de notre programme-minimum démocratique qui ont été autrefois, dès le XVII^e et le XVIII^e siècle, formulés par la petite bourgeoisie. Et la petite bourgeoisie continue à les formuler tous d'une façon utopique, sans voir la lutte des classes et son aggravation à l'époque de la démocratie, et en croyant au capitalisme «pacifique». Telle est précisément l'utopie d'une union pacifique de nations égales en droits à l'époque de l'impérialisme, utopie qui trompe le peuple et que prônent les partisans de Kautsky. À l'opposé de cette utopie petite-bourgeoise et opportuniste, le programme de la social-démocratie doit mettre au premier plan, comme un fait fondamental, essentiel et inévitable à l'époque de l'impérialisme, la division des nations en nations oppressives et nations opprimées. Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général.

Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement «désagréable» pour la bourgeoisie impérialiste, des frontières des États fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces États ; autrement dit, il doit lutter pour le droit d'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté

4. Voir la critique des idées réactionnaires de Renner et Bauer sur l'«autonomie nationale culturelle» dans les textes de Lénine «A propos de l'autonomie nationale culturelle» (*Œuvres*, tome 19), «Notes critiques sur la question nationale» (*Œuvres*, tome 20) et dans le texte de Staline «Le marxisme et la question nationale» (*Œuvres*, tome 2).

de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par «sa» nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles ; et l'hypocrisie des défenseurs réformistes et kautskistes de l'autodétermination, qui ne disent rien des nations opprimées par «leur propre» nation et maintenues de force au sein de «leur propre» État, n'est pas démasquée.

D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et à réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir l'exemple des Polonais en Autriche et en Russie, qui concluent des marchés avec la réaction pour opprimer les Juifs et les Ukrainiens) ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits États dans les Balkans, etc.).

Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre «grande» puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme. *[Inutile de dire que repousser le droit d'autodétermination pour la raison qu'il en découlerait la nécessité de «défendre la patrie» serait tout à fait ridicule. C'est pour la même raison – c'est-à-dire aussi peu sérieusement – que les social-chauvins se réfèrent en 1914-1916 à n'importe quelle revendication de la démocratie (par exemple, à son républicanisme) et à n'importe quelle formule de lutte contre l'oppression nationale pour justifier la «défense de la patrie». Lorsque le marxisme déclare que la défense de la patrie se justifiait dans les guerres, par exemple, de la grande Révolution française, ou celles de Garibaldi, en Europe, et qu'elle ne se justifie pas dans la guerre impérialiste de 1914-1916, il procède de l'analyse des particularités historiques concrètes de chaque guerre en tant que telle, et nullement d'un «principe général», ni d'un paragraphe de programme.]*

Le marxisme et le proudhonisme dans la question nationale

À l'opposé des démocrates petits-bourgeois, Marx voyait dans toutes les revendications démocratiques sans exception non pas un absolu, mais l'expression historique de la lutte des masses populaires, dirigées par la bourgeoisie, contre le régime féodal. Il n'est pas une seule de ces revendications qui, dans certaines circonstances, ne puisse servir et n'ait servi à la bourgeoisie à tromper les ouvriers. Il est radicalement faux, du point de vue théorique, de monter en épingle, à cet égard, l'une des revendications de la démocratie politique, à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, et de l'opposer à toutes les autres. Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques, sans en excepter la république, à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie.

D'autre part, à l'opposé des proudhoniens, qui « niaient » la question nationale « au nom de la révolution sociale », Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre⁵. C'est du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands que Marx réclamait en 1848 que la démocratie victorieuse d'Allemagne proclamât et accordât la liberté aux peuples opprimés par les Allemands⁶. C'est du point de vue de la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais que Marx réclamait, en 1869, la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. Et il ajoutait : « Dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération⁷. » Ce n'est qu'en formulant cette revendication que Marx éduquait véritablement les ouvriers anglais dans un esprit internationaliste. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer une solution révolutionnaire de ce problème historique aux opportunistes et au réformisme bourgeois, qui, jusqu'à présent, après un demi-siècle, n'a toujours pas réalisé la « réforme » irlandaise.

C'est ainsi seulement qu'il pouvait, à l'encontre des apologistes du capital qui criaient à l'utopisme et à l'impossibilité de réaliser pour les petites nations le droit à la séparation, et proclamaient le caractère progressiste de la concentration non seulement économique, mais aussi politique, défendre le caractère progressiste de cette concentration opérée d'une manière non impérialiste, et défendre le rapprochement des nations basé non pas sur la

5. Voir *Œuvres* de K. Marx et F. Engels, tome 18, p. 509, deuxième édition russe.

6. Voir *Œuvres* de K. Marx et F. Engels, tome 5, 1956, p. 84, deuxième édition russe [L'article est de F. Engels ; Lénine s'était référé aux œuvres posthumes de Karl Marx, Friedrich Engels et Ferdinand Lassalle (*Pranz Mehring*, tome 3, Stuttgart, 1902, pp. 108-114) qui n'indiquaient pas l'auteur de l'article - *Note du traducteur*].

7. Voir *Œuvres* de K. Marx et F. Engels, tome 23, 1932, p. 464, édition russe.

violence, mais sur la libre union des prolétaires de tous les pays. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer à la reconnaissance verbale, et souvent hypocrite, de l'égalité des nations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes l'action révolutionnaire des masses également en ce qui concerne la solution des problèmes nationaux.

La guerre impérialiste de 1914-1916 et les écuries d'Augias de l'hypocrisie opportuniste et kautskiste qu'elle a révélées ont nettement confirmé la justesse de cette politique de Marx, qui doit servir de modèle à tous les pays avancés, puisque chacun d'eux opprime actuellement des nations étrangères. [On dit souvent – par exemple, ces derniers temps, le chauvin allemand Lensch, dans les numéros 8 et 9 de *Die Glocke*⁸, – que l'attitude négative de Marx envers le mouvement national de certains peuples, par exemple les Tchèques en 1848, réfute du point de vue du marxisme la nécessité de reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais cela est faux, car, en 1848, il y avait des raisons historiques et politiques d'établir une distinction entre les nations « réactionnaires » et les nations démocratiques révolutionnaires. Marx avait raison de condamner les premières et de défendre les secondes⁹. Le droit d'autodétermination est une des revendications de la démocratie, qui doit naturellement être subordonnée aux intérêts généraux de la démocratie. En 1848 et dans les années suivantes, ces intérêts généraux consistaient, au premier chef, à combattre le tsarisme.]

Trois types de pays par rapport au droit des nations à disposer d'elles-mêmes

Il faut, sous ce rapport, distinguer trois principaux types de pays.

Premièrement, les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et les États-Unis. Les mouvements nationaux progressistes bourgeois y ont depuis longtemps pris fin. Chacune de ces « grandes » nations opprime d'autres nations dans les colonies et à l'intérieur de ses frontières. Les tâches du prolétariat des nations dominantes y sont précisément celles du prolétariat de l'Angleterre, au XIX^e siècle, à l'égard de l'Irlande. [Dans certains petits États restés à l'écart de la guerre de 1914-1916, par exemple en Hollande et en Suisse, la bourgeoisie exploite énergiquement le mot d'ordre d'« autodétermination des nations » pour justifier la participation à la guerre impérialiste. C'est une des raisons qui poussent les social-démocrates de ces pays à nier le droit

8. *Die Glocke* [la Cloche], revue éditée à Munich, puis à Berlin, entre 1915 et 1925, par un membre du parti social-démocrate allemand, le social-chauvin Parvus (Gelfand), agent de l'impérialisme allemand.

9. Voir *Œuvres* de K. Marx et F. Engels, tome 6, 1957, pp. 289-306, deuxième édition russe [L'article est de F. Engels ; Lénine s'était référé aux *Œuvres* posthumes de Karl Marx, Friedrich Engels et Ferdinand Lassalle (Franz Mehring, tome 3, Stuttgart, 1902, pp. 246-264) qui n'indiquaient pas l'auteur de l'article – *Note du traducteur*].

d'autodétermination. On défend par des arguments faux la juste politique du prolétariat, à savoir: la négation de la «défense de la patrie» dans la guerre impérialiste. Le résultat, c'est, en théorie, une altération du marxisme, et, dans la pratique, une sorte d'étroitesse de petite nation, l'oubli des centaines de millions d'hommes des nations asservies par les nations «impérialistes». Le camarade Gorter, dans son excellente brochure: *L'impérialisme, la guerre et la social-démocratie*, a tort de nier le principe de l'autodétermination des nations, mais l'applique de façon juste quand il revendique immédiatement l'«indépendance politique et nationale» des Indes néerlandaises et démasque les opportunistes hollandais qui refusent de formuler cette revendication et de lutter pour elle.]

Deuxièmement, l'Est de l'Europe: l'Autriche, les Balkans et surtout la Russie. C'est au XX^e siècle que s'y sont particulièrement développés les mouvements nationaux démocratiques bourgeois et que la lutte nationale y a pris un caractère particulièrement aigu. Dans ces pays, les tâches du prolétariat, tant pour achever la transformation démocratique bourgeoise que pour aider la révolution socialiste dans les autres pays, ne peuvent pas être menées à bien s'il n'y défend pas le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Particulièrement difficile et particulièrement importante y est la tâche consistant à fusionner la lutte de classe des ouvriers des nations oppressives et des ouvriers des nations opprimées.

Troisièmement, les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1 000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes; les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) contre les puissances impérialistes qui les oppriment.

Le social-chauvinisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

L'époque impérialiste et la guerre de 1914-1916 ont mis particulièrement en relief la nécessité de lutter contre le chauvinisme et le nationalisme dans les pays avancés. En ce qui concerne le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, il existe deux nuances principales parmi les social-chauvins, c'est-à-dire les opportunistes et les kautskistes, qui maquillent et idéalisent la guerre impé-

rialiste, réactionnaire, en lui appliquant la notion de «défense de la patrie».

D'une part, nous voyons les serviteurs déclarés de la bourgeoisie, qui défendent les annexions sous prétexte que l'impérialisme et la concentration politique sont progressistes, et qui nient le droit d'autodétermination en le déclarant utopique, illusoire, petit-bourgeois, etc. Ce groupe comprend: Cuno, Parvus et les ultra-opportunistes en Allemagne, une partie des fabiens et des chefs des trade-unions en Angleterre, les opportunistes en Russie: Semkovski, Liebmann, Iourkévitch, etc.

D'autre part, nous voyons les kautskistes, auxquels se rattachent également Vandervelde, Renaudel et beaucoup de pacifistes d'Angleterre et de France, etc. Ils sont pour l'unité avec les premiers et, en fait, ils les rejoignent pleinement en défendant d'une façon purement verbale et hypocrite le droit d'autodétermination: ils estiment «exagérée» («*zu viel verlangt*»: *Kautsky dans la Neue Zeit* du 21 mai 1915) la revendication du droit de séparation politique; ils n'affirment pas la nécessité d'une tactique révolutionnaire des socialistes des nations oppressives, mais estompent au contraire leurs obligations révolutionnaires, justifient leur opportunisme, les aident à mystifier le peuple, éludent comme par hasard la question des frontières des États qui maintiennent de force dans leur sein des nations lésées dans leurs droits, etc.

Les uns comme les autres sont des opportunistes qui prostituent le marxisme parce qu'ils ont perdu toute faculté de comprendre la portée théorique et l'importance pratique capitale de la tactique de Marx, explicitée par lui-même à propos de l'Irlande.

En ce qui concerne plus particulièrement les annexions, ce problème a acquis une actualité toute spéciale du fait de la guerre. Mais qu'est-ce qu'une annexion? Il est aisé de se convaincre que l'opposition aux annexions se ramène à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou bien elle repose sur une phraséologie pacifiste qui défend le statu quo et est hostile à toute violence, même révolutionnaire. Une telle position est foncièrement fautive et inconciliable avec le marxisme.

Les tâches concrètes du prolétariat dans le proche avenir

La révolution socialiste peut débiter dans le plus proche avenir. Dès lors, le prolétariat se trouvera placé devant les tâches immédiates que voici: conquête du pouvoir, expropriation des banques et réalisation d'autres mesures dictatoriales. La bourgeoisie – et surtout les intellectuels du type des fabiens et des kautskistes – s'efforcera à ce moment de morceler et de freiner

la révolution en lui imposant des buts limités, démocratiques. Si toutes les revendications purement démocratiques sont susceptibles, dans le cas où l'assaut des prolétaires a déjà commencé contre les fondements du pouvoir de la bourgeoisie, de constituer en un sens un obstacle pour la révolution, la nécessité de proclamer et de réaliser la liberté de tous les peuples opprimés (c'est-à-dire leur droit à l'autodétermination) sera tout aussi essentielle pour la révolution socialiste qu'elle l'a été pour la victoire de la révolution démocratique bourgeoise, par exemple dans l'Allemagne de 1848 ou dans la Russie de 1905.

Il est possible, toutefois, qu'il s'écoule cinq ans, dix ans, voire davantage, avant le début de la révolution socialiste. A l'ordre du jour s'inscrira l'éducation révolutionnaire des masses dans un esprit qui rendrait impossibles l'appartenance des socialistes chauvins et opportunistes au parti ouvrier, ainsi que la répétition de leur victoire de 1914-1916. Les socialistes devront expliquer aux masses que les socialistes anglais qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies et l'Irlande, – que les socialistes allemands qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies, les Alsaciens, les Danois et les Polonais, et qui n'étendent pas la propagande révolutionnaire et l'action de masse révolutionnaire jusque dans le domaine de la lutte contre le joug national, qui n'utilisent pas les incidents comme celui de Saverne pour développer une très large propagande illégale parmi le prolétariat de la nation oppressive, pour organiser des manifestations de rue et des actions révolutionnaires de masse, – que les socialistes russes qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, etc., etc., – que ces socialistes agissent en chauvins, en laquais des monarchies impérialistes et de la bourgeoisie impérialiste qui se sont couvertes de sang et de boue.

L'attitude de la social-démocratie russe et polonaise et de la II^e internationale envers le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

Les divergences de vue qui existent entre les social-démocrates révolutionnaires de Russie et les social-démocrates polonais en ce qui concerne l'autodétermination se sont manifestées dès 1903, au congrès qui a adopté le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et qui, malgré la protestation de la délégation des social-démocrates polonais, y a inclus le §9, qui reconnaît le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Depuis cette date, les social-démocrates polonais n'ont jamais repris, au nom de leur parti, leur proposition d'éliminer ce §9 du programme de notre Parti ou de lui substituer une autre formule quelconque.

En Russie, où 57 pour cent au moins de la population, plus de 100 millions d'habitants, appartiennent aux nations opprimées, – où ces nations peuplent principalement les régions périphériques, où une partie de ces nations est plus cultivée que les Grands-Russes, où le régime politique est particulièrement barbare et médiéval, où la révolution démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, – en Russie donc, la reconnaissance du droit de libre séparation d'avec la Russie des nations opprimées par le tsarisme est absolument obligatoire pour les social-démocrates, au nom de leurs objectifs démocratiques et socialistes. Notre Parti, reconstitué en janvier 1912, a adopté en 1913 une résolution¹⁰ qui confirme le droit d'autodétermination et l'explique précisément dans le sens concret indiqué plus haut. Le déchaînement du chauvinisme grand-russe en 1914-1916, tant au sein de la bourgeoisie que parmi les socialistes opportunistes (Roubanovitch, Plékhanov, *Naché Diélo*, etc.) nous donne une raison supplémentaire d'insister sur cette revendication et de considérer que ceux qui la rejettent soutiennent pratiquement le chauvinisme grand-russe et le tsarisme. Notre Parti déclare qu'il décline de la façon la plus résolue toute responsabilité pour cette levée de boucliers contre le droit d'autodétermination.

Telle qu'elle a été récemment formulée, la position de la social-démocratie polonaise dans la question nationale (déclaration de la social-démocratie polonaise à la conférence de Zimmerwald) renferme les idées suivantes :

Cette déclaration stigmatise les gouvernements allemand et autres qui considèrent les « régions polonaises » comme un gage dans le futur jeu des compensations, « en privant le peuple polonais de la possibilité de décider lui-même de son sort ». « La social-démocratie polonaise proteste résolument et solennellement contre le découpage et le démembrement de tout un pays » [...] Elle flétrit les socialistes qui s'en rapportent aux *Hohenzollern* [...] pour « la libération des peuples opprimés ». Elle exprime sa conviction que seule la participation à la lutte imminente du prolétariat révolutionnaire international, à la lutte pour le socialisme, « brisera les chaînes de l'oppression nationale, anéantira toutes les formes de domination étrangère, et garantira au peuple polonais la possibilité d'un libre et ample développement en qualité de membre égal de l'union des peuples ». La déclaration indique que la guerre est « doublement fratricide » « pour les Polonais ». (Bulletin de la Commission socialiste internationale N° 2, 27. IX. 1915, p. 15 ; traduction russe dans le recueil *L'Internationale et la guerre*, p. 97.)

10. Lénine fait allusion à la résolution qu'il avait rédigée sur la question nationale et qui fut adoptée par la conférence du C.C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants responsables du Parti, qui eut lieu du 6 au 14 octobre 1913 dans la localité de Poronin (non loin de Cracovie). Pour des raisons de sécurité, la conférence fut appelée conférence « d'été » ou « d'août ». La résolution est publiée dans les *Œuvres*, tome 19.

Ces thèses ne se différencient en rien, pour l'essentiel, de la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais leurs formules politiques sont encore plus imprécises et plus vagues que la plupart des programmes et résolutions de la II^e Internationale. Toute tentative d'exprimer ces idées dans des formules politiques nettement définies et de préciser dans quelle mesure elles sont applicables au régime capitaliste ou seulement au régime socialiste ne pourra que faire ressortir l'erreur que commettent les social-démocrates polonais en niant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

La décision du Congrès socialiste international de Londres de 1896, qui reconnaissait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, doit être complétée sur la base des thèses exposées ci-dessus, par des indications soulignant 1) l'urgence particulière de cette revendication à l'époque de l'impérialisme ; 2) la nature politique conditionnelle et le contenu de classe de toutes les revendications de la démocratie politique, y compris celle-ci ; 3) la nécessité de distinguer entre les tâches concrètes des social-démocrates des nations oppressives et celles des social-démocrates des nations opprimées ; 4) la reconnaissance inconséquente, purement verbale et, par cela même, hypocrite quant à sa signification politique, du droit d'autodétermination par les opportunistes et les kautskistes ; 5) le fait que la position des social-démocrates, particulièrement ceux des nations dominatrices (Grands-Russes, Anglo-Américains, Allemands, Français, Italiens, Japonais, etc.), qui ne défendent pas la liberté de séparation pour les colonies et les nations opprimées par « leurs » nations, est pratiquement identique à celle des chauvins ; 6) la nécessité de subordonner la lutte pour cette revendication, comme pour toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique, à la lutte révolutionnaire de masse directement orientée vers le renversement des gouvernements bourgeois et la réalisation du socialisme.

Prendre le point de vue de certaines petites nations et surtout des social-démocrates polonais, que leur lutte avec la bourgeoisie polonaise dont les mots d'ordre nationalistes trompent le peuple a conduit jusqu'au rejet erroné du droit d'autodétermination, serait, pour l'Internationale, commettre une faute théorique, substituer le proudhonisme au marxisme et, en pratique, soutenir involontairement le chauvinisme et l'opportunisme hautement dangereux des nations impérialistes.

La Rédaction du *Social-démocrate*, organe central du P.O.S.D.R.

Post-scriptum. Dans la *Neue Zeit* du 3 mars 1916, qui vient de paraître, Kautsky tend ouvertement une main chrétienne de réconciliation à Austerlitz, le représentant du plus sordide chauvinisme allemand, en refusant pour

l'Autriche des Habsbourg la liberté de séparation des nations opprimées, mais en la reconnaissant pour la Pologne russe, afin de rendre un service de larbin à Hindenburg et à Guillaume II. Il serait difficile de souhaiter une meilleure auto-dénonciation du kautskisme !

Écrit en janvier-février 1916

PREMIÈRE ÉBAUCHE DES THÈSES SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE¹¹ (POUR LE II^E CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

En soumettant à la discussion des camarades le projet ci-après des thèses sur les questions coloniale et nationale pour le II^e Congrès de l'Internationale communiste, je voudrais prier tous les camarades, et en particulier ceux qui ont des connaissances concrètes sur l'une ou l'autre de ces questions très complexes, de me communiquer leur avis ou leurs rectifications, leurs additions ou leurs mises au point, ceci très brièvement (pas plus de 2 ou 3 pages), notamment sur les points suivants :

- Expérience autrichienne.
- Expérience polono-juive et expérience ukrainienne.
- Alsace-Lorraine et Belgique.
- Irlande.
- Relations dano-allemandes, italo-françaises et italo-slaves. Expérience balkanique.
- Peuples de l'Orient.
- Lutte contre le panislamisme.
- Situation au Caucase.
- Républiques de Bachkirie et de Tatarie.
- Kirghistan.
- Le Turkestan et son expérience.
- Les noirs en Amérique.
- Les colonies.
- La Chine-la Corée – le Japon.

N. Lénine
Le 5 juin 1920

11. *Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale* fut envoyée par Lénine à Staline qui se trouvait à l'époque sur le front sud-ouest. Staline exprima son opinion sur ces thèses dans sa lettre à Lénine du 12 juin 1920. Les thèses furent publiées en juin 1920 en vue du II^e Congrès de l'Internationale communiste.

La façon abstraite ou formelle de poser la question de l'égalité en général, y compris l'égalité nationale, est inhérente à la démocratie bourgeoise de par sa nature. Sous le couvert de l'égalité de la personne humaine en général, la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus grave erreur. L'idée d'égalité, qui n'est en elle-même que le reflet des rapports de la production marchande, devient entre les mains de la bourgeoisie une arme de lutte contre l'abolition des classes, sous le prétexte d'une égalité absolue des personnes humaines. Le sens réel de la revendication de l'égalité se réduit à la revendication de l'abolition des classes.

Conformément à son objectif essentiel de lutte contre la démocratie bourgeoise et de dénonciation de ses mensonges et de son hypocrisie, le Parti communiste, interprète conscient du prolétariat luttant pour secouer le joug de la bourgeoisie, doit – dans la question nationale également – mettre au premier plan, non pas des principes abstraits ou formels, mais 1° une appréciation exacte de la situation historique concrète et avant tout économique ; 2° une discrimination très nette entre les intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités et l'idée générale des intérêts populaires en général, qui n'est que l'expression des intérêts de la classe dominante ; 3° une distinction tout aussi nette entre les nations opprimées, dépendantes, ne bénéficiant pas de l'égalité des droits, et les nations qui oppriment, qui exploitent, qui bénéficient de l'intégralité des droits, par opposition au mensonge démocratique bourgeois qui dissimule l'asservissement colonial et financier – propre à l'époque du capital financier et de l'impérialisme – de l'immense majorité de la population du globe par une infime minorité de pays capitalistes avancés et ultra-riches.

La guerre impérialiste de 1914-1918 a révélé, de toute évidence, devant toutes les nations et les classes opprimées de l'univers, le caractère mensonger des belles phrases démocratiques bourgeoises, en montrant pratiquement que le traité de Versailles des fameuses « démocraties occidentales » est une violence encore plus féroce et lâche exercée sur les nations faibles que le traité de Brest-Litovsk imposé par les junkers allemands et le kaiser. La Société des Nations et toute la politique d'après-guerre de l'Entente révèlent cette vérité d'une manière encore plus claire et plus nette, renforçant partout la lutte révolutionnaire, aussi bien du prolétariat des pays avancés que de toutes les masses laborieuses des pays coloniaux et dépendants, hâtant la faillite des illusions nationales petites-bourgeoises sur la possibilité de la coexistence pacifique et de l'égalité des nations en régime capitaliste.

Il résulte de ces thèses essentielles qu'à la base de toute la politique de l'Internationale communiste dans les questions nationale et coloniale doit être placé le rapprochement des prolétaires et des masses laborieuses de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte révolutionnaire commune en vue de renverser les propriétaires fonciers et la bourgeoisie. Car seul ce rapprochement garantit la victoire sur le capitalisme, sans laquelle la suppression du joug national et de l'inégalité des droits est impossible.

La situation politique mondiale inscrit maintenant à l'ordre du jour la dictature du prolétariat, et tous les événements de la politique mondiale convergent inéluctablement vers le même point central, à savoir: la lutte de la bourgeoisie mondiale contre la République des Soviets de Russie, qui groupe inévitablement autour d'elle, d'une part, les mouvements soviétiques des ouvriers avancés de tous les pays, d'autre part, tous les mouvements de libération nationale des colonies et des nationalités opprimées qu'une expérience douloureuse convainc qu'il n'y a pas pour elles de salut en dehors de la victoire du pouvoir des Soviets sur l'impérialisme mondiale.

Par conséquent, on ne peut se borner, à l'heure actuelle, à reconnaître ou à proclamer simplement le rapprochement des travailleurs des différentes nations, mais il est indispensable de faire une politique tendant à réaliser l'union la plus étroite de tous les mouvements de libération nationale et coloniale avec la Russie des Soviets, en déterminant les formes de cette union selon le degré de développement du mouvement communiste au sein du prolétariat de chaque pays ou du mouvement de libération démocratique bourgeois des ouvriers et des paysans des pays arriérés, ou des nationalités arriérées.

La fédération est la forme transitoire vers l'unité totale des travailleurs des différentes nations. La fédération a déjà démontré son utilité tant dans les rapports de la R.S.F.S.R. avec les autres Républiques soviétiques (de Hongrie, de Finlande, de Lettonie dans le passé ; d'Azerbaïdjan et d'Ukraine actuellement), qu'à l'intérieur même de la R.S.F.S.R. à l'égard des nationalités qui n'avaient auparavant ni existence particulière en tant qu'État, ni autonomie (par exemple, les républiques autonomes de Bachkirie et de Tatarie au sein de la R.S.F.S.R., créées en 1919 et 1920).

La tâche de l'Internationale communiste consiste, sous ce rapport, aussi bien à développer qu'à étudier et vérifier à la lumière de l'expérience ces nouvelles fédérations, créées sur la base du régime et du mouvement des Soviets. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité totale, nous devons nécessairement nous orienter vers une union fédérative de plus en plus étroite, en ayant toujours présent à l'esprit que, premièrement, il est

impossible de préserver l'existence des républiques soviétiques, entourées des puissances impérialistes de tout l'univers, infiniment supérieures sur le plan militaire, sans l'union la plus étroite de ces républiques soviétiques ; que deuxièmement, il est indispensable de réaliser une étroite union économique des républiques soviétiques, sans laquelle il serait impossible de restaurer les forces de production détruites par l'impérialisme et d'assurer le bien-être des travailleurs ; que troisièmement, on tend à créer une économie mondiale unique, considérée comme un tout et dirigée selon un plan d'ensemble par le prolétariat de toutes les nations, tendance qui s'est déjà manifestée de toute évidence en régime capitaliste et qui est appelée assurément à se développer et à triompher en régime socialiste.

Dans le domaine des rapports à l'intérieur de l'État, la politique nationale de l'Internationale communiste ne peut se borner à une simple reconnaissance, toute formelle, purement déclarative et n'engageant à rien, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois, qu'ils s'avouent franchement tels ou qu'ils se couvrent de l'étiquette de socialistes, comme le font ceux de la II^e Internationale. Non seulement dans toute la propagande et toute l'agitation des partis communistes – à la tribune des parlements comme en dehors d'elle, – doivent être inlassablement dénoncées les violations constantes du principe de l'égalité des nations et des garanties des droits des minorités nationales dans tous les États capitalistes, en dépit de leurs constitutions « démocratiques », mais il est également indispensable, premièrement, de démontrer sans cesse que seul le régime des Soviets est en mesure d'assurer réellement l'égalité des nations, en réalisant d'abord l'union de tous les prolétaires, puis celle de toute la masse des travailleurs dans la lutte contre la bourgeoisie, et deuxièmement, tous les partis communistes doivent aider directement les mouvements révolutionnaires des nations dépendantes ou ne bénéficiant pas de l'égalité des droits (par exemple, l'Irlande, les noirs d'Amérique, etc.) et des colonies. Sans cette dernière condition, particulièrement importante, la lutte contre l'oppression des nations dépendantes et des colonies, de même que la reconnaissance de leur droit à la sécession, ne sont que des enseignes trompeuses, comme c'est le cas dans les partis de la II^e Internationale.

La reconnaissance verbale du principe de l'internationalisme, auquel on substitue en fait, dans toute la propagande, l'agitation et le travail pratique, le nationalisme et le pacifisme petits-bourgeois, n'est pas seulement le fait constant des partis de la II^e Internationale ; c'est aussi celui de ceux qui l'ont quittée, et même assez souvent de ceux qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal, contre les préjugés nationalistes petits-bourgeois les plus enracinés acquiert d'autant plus d'importance que devient

plus actuel chaque jour le problème de la transformation de la dictature du prolétariat de nationale (c'est-à-dire existant dans un seul pays et incapable de déterminer une politique mondiale) en internationale (c'est-à-dire la dictature du prolétariat d'au moins plusieurs pays avancés et susceptible d'avoir une influence décisive sur toute la politique mondiale). Le nationalisme petit-bourgeois appelle internationalisme la seule reconnaissance de l'égalité des nations, et laisse intact (sans parler même du caractère purement verbal de cette reconnaissance) l'égoïsme national, alors que l'internationalisme prolétarien exige: 1° que les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays soient subordonnés aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale; 2° que les nations en train de vaincre la bourgeoisie soient aptes et prêtes à accepter les plus grands sacrifices sur le plan national en vue du renversement du capital international. Ainsi, dans les États déjà complètement capitalistes, où existent des partis ouvriers qui forment réellement l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déviations opportunistes, petites-bourgeoises et pacifistes de la notion et de la politique de l'internationalisme est-elle la première et la plus importante des tâches.

Quant aux États et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit:

«1° La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays; et, au premier chef, l'obligation d'apporter l'aide la plus active incombe aux ouvriers du pays dont la nation arriérée dépend sous le rapport colonial et financier; 2° La nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans les pays arriérés; 3° La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc.; 4° La nécessité de soutenir spécialement le mouvement paysan des pays arriérés contre les hobereaux, contre la grosse propriété foncière, contre toutes les manifestations ou survivances du féodalisme, et de s'attacher à conférer au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire en réalisant l'union la plus étroite possible du prolétariat communiste d'Europe occidentale avec le mouvement révolutionnaire paysan des pays d'Orient, des colonies et en général des pays arriérés; il est indispensable, en particulier, de faire tous ses efforts pour appliquer les principes essentiels du régime

des Soviets aux pays où dominent des rapports précapitalistes, par la création de « Soviets de travailleurs », etc. ; 5° La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire ; 6° La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'États politiquement indépendants, créent en fait des États entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire ; dans la situation internationale actuelle, en dehors de l'union des républiques soviétiques, il n'y a pas de salut pour les nations dépendantes et faibles.»

L'oppression séculaire des peuples coloniaux et faibles par les puissances impérialistes a laissé dans les masses laborieuses des pays opprimés non seulement de la haine, mais également de la méfiance à l'égard des nations oppressives en général, y compris à l'égard du prolétariat de ces nations. L'infâme trahison du socialisme par la majorité des chefs officiels de ce prolétariat en 1914-1919, quand par « défense de la patrie » les social-chauvins camouflaient la défense du « droit » de « leur » bourgeoisie à opprimer les colonies et à piller les pays financièrement dépendants, ne pouvait qu'aggraver cette méfiance parfaitement légitime. D'un autre côté, plus un pays est arriéré, et plus y sont puissants la petite production agricole, le mode de vie patriarcal et l'indigence d'esprit, ce qui confère immanquablement une grande force de résistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, à savoir ceux de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Étant donné que ces préjugés ne pourront disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de toute la base économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne pourra être que très lente. D'où l'obligation, pour le prolétariat communiste

conscient de tous les pays, de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis très longtemps, et le devoir, aussi, de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés. Sans un libre effort vers l'union et l'unité du prolétariat, puis, de toutes les masses laborieuses de tous les pays et de toutes les nations du monde, la victoire sur le capitalisme ne peut être parachevée.

Publié en juin 1920

RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE ET COLONIALE¹²

*Rapport de Lénine présenté au II^e Congrès de l'Internationale communiste,
26 juillet 1920.*

Camarades, je me bornerai à une brève entrée en matière, après quoi le camarade Maring, qui fut secrétaire de notre commission, vous présentera un rapport détaillé sur les modifications que nous avons apportées aux thèses. Le camarade Roy, qui a formulé des thèses complémentaires, prendra ensuite la parole. Notre commission a adopté à l'unanimité les thèses initiales avec les amendements et les thèses complémentaires. De cette manière, nous avons pu aboutir à l'unanimité complète sur toutes les questions importantes. Je ferai maintenant quelques brèves remarques.

En premier lieu, quelle est l'idée essentielle, fondamentale de nos thèses? La distinction entre les peuples opprimés et les peuples oppresseurs. Nous faisons ressortir cette distinction, contrairement à la II^e Internationale et à la démocratie bourgeoise. À l'époque de l'impérialisme, il est particulièrement important pour le prolétariat et l'Internationale communiste de constater les faits économiques concrets et, dans la solution de toutes les questions coloniales et nationales, de partir non de notions abstraites, mais des réalités concrètes.

Le trait caractéristique de l'impérialisme est que le monde entier, comme nous le voyons, se divise actuellement en un grand nombre de peuples opprimés et un nombre infime de peuples oppresseurs, qui disposent de richesses colossales et d'une force militaire puissante. En estimant la population totale

12. La Commission nationale et coloniale fut constituée, au II^e Congrès de l'Internationale communiste, des représentants des partis communistes de Russie, Bulgarie, France, Hollande, Allemagne, Hongrie, U.S.A., Inde britannique, Perse, Chine, Corée, Grande-Bretagne, etc. La Commission travailla sous la direction de Lénine. Les thèses de Lénine sur les questions nationale et coloniale furent discutées à la 4^e et à la 5^e séance du Congrès et adoptées le 28 juillet.

du globe à un milliard trois quarts, l'immense majorité, comprenant plus d'un milliard et, selon toute probabilité, un milliard deux cent cinquante millions d'êtres humains, c'est-à-dire près de 70% de la population du globe, appartient aux peuples opprimés, qui ou bien se trouvent placés sous le régime de dépendance coloniale directe, ou bien constituent des États semi-coloniaux, comme la Perse, la Turquie, la Chine, ou encore, vaincus par l'armée d'une grande puissance impérialiste, se trouvent sous sa dépendance en vertu de traités de paix. Cette idée de distinction, de division des peuples en opprimés et oppresseurs, se retrouve dans toutes les thèses, tant dans les premières parues sous ma signature et publiées antérieurement, que dans celles du camarade Roy. Ces dernières ont été écrites principalement à partir de la situation des Indes et des autres grands peuples d'Asie opprimés par la Grande-Bretagne, et c'est en cela que réside leur grande importance pour nous.

La deuxième idée directrice de nos thèses est que, dans la situation internationale d'aujourd'hui, après la guerre impérialiste, les relations réciproques des peuples et tout le système politique mondial sont déterminés par la lutte d'un petit groupe de nations impérialistes contre le mouvement soviétique et les États soviétiques, à la tête desquels se trouve la Russie des Soviets. Si nous perdons cela de vue, nous ne saurons poser correctement aucune question nationale ou coloniale, quand bien même il s'agirait du point le plus reculé du monde. Ce n'est qu'en partant de là que les questions politiques peuvent être posées et résolues d'une façon juste par les partis communistes, aussi bien des pays civilisés que des pays arriérés.

En troisième lieu, je tiens à attirer tout particulièrement l'attention sur la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. Cette question, précisément, a provoqué certaines divergences. Nous avons discuté pour savoir s'il serait juste ou non, en principe et en théorie, de déclarer que l'Internationale communiste et les partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois des pays arriérés ; cette discussion nous a amenés à la décision unanime de remplacer l'expression mouvement «démocratique bourgeois» par celle de mouvement national-révolutionnaire. Il n'y a pas le moindre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois, car la grande masse de la population des pays arriérés est composée de paysans, qui représentent les rapports bourgeois et capitalistes. Ce serait une utopie de croire que les partis prolétariens, en admettant qu'ils puissent en général faire leur apparition dans ces pays, pourront, sans avoir des rapports déterminés avec le mouvement paysan, sans le soutenir en fait, poursuivre une tactique et une politique communistes dans ces pays arriérés.

Mais des objections ont été faites: si nous parlons de mouvement démocratique bourgeois, toute distinction s'effacera entre mouvement réformiste et mouvement révolutionnaire. Or, ces temps derniers, la distinction est apparue en toute clarté dans les pays arriérés et coloniaux, car la bourgeoisie impérialiste s'applique par tous les moyens à implanter le mouvement réformiste aussi parmi les peuples opprimés. Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires. Ceci a été démontré d'une façon irréfutable à la commission, et nous avons estimé que la seule attitude juste était de prendre en considération cette distinction et de remplacer presque partout l'expression «démocratique bourgeois» par celle de «national-révolutionnaire». Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposeront pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. Si ces conditions ne sont pas remplies, les communistes doivent, dans ces pays, lutter contre la bourgeoisie réformiste, à laquelle appartiennent également les héros de la II^e Internationale. Les partis réformistes existent déjà dans les pays coloniaux, et parfois leurs représentants s'appellent social-démocrates et socialistes. La distinction indiquée figure maintenant dans toutes les thèses et je pense que notre point de vue se trouve ainsi formulé maintenant d'une manière beaucoup plus précise.

Ensuite, je voudrais encore faire une remarque au sujet des Soviets paysans. Le travail pratique des communistes russes dans les colonies qui ont appartenu à la Russie tsariste, dans des pays arriérés comme le Turkestan et autres, a amené la question suivante: comment appliquer la tactique et la politique communistes dans les conditions précapitalistes, étant donné que le trait caractéristique essentiel de ces pays est que les rapports précapitalistes y prédominent encore, et que, par suite, il ne saurait y être question d'un mouvement purement prolétarien. Dans ces pays, le prolétariat industriel n'existe presque pas. Malgré cela, là aussi, nous avons assumé et nous devons assumer le rôle de conducteurs. Notre travail nous a démontré qu'il faut dans ces pays surmonter d'immenses difficultés, mais les résultats pratiques ont montré également que, malgré ces difficultés, il est possible d'éveiller dans les masses une aspiration à la pensée politique et à l'activité politique indépendantes, même là où le prolétariat est presque inexistant.

Ce travail a été plus difficile pour nous que pour les camarades des pays d'Europe occidentale, le prolétariat de Russie étant surchargé de besognes intéressantes l'État. On conçoit sans peine que les paysans qui se trouvent placés dans une dépendance semi-féodale puissent parfaitement assimiler l'idée de l'organisation soviétique et la faire passer dans les faits. Il est également évident que les masses opprimées, exploitées non seulement par le capitalisme marchand, mais également par les féodaux et par l'État bâti sur des bases féodales, peuvent employer cette arme, cette forme d'organisation, même dans la situation qui est la leur. L'idée de l'organisation soviétique est simple ; elle peut être appliquée non seulement dans le cadre de rapports prolétariens, mais également dans celui de rapports paysans, de caractère féodal ou semi-féodal.

Notre expérience dans ce domaine n'est pas encore bien grande, mais les débats en commission, auxquels prirent part plusieurs représentants des pays coloniaux, ont prouvé irréfutablement qu'il est indispensable d'indiquer dans les thèses de l'Internationale communiste que les Soviets de paysans, les Soviets d'exploités sont un moyen valable non seulement pour les pays capitalistes, mais également pour ceux où prédominent les rapports précapitalistes, que le devoir absolu des partis communistes et des éléments qui sont disposés à constituer des partis communistes est de faire de la propagande en faveur des Soviets de paysans, des Soviets de travailleurs toujours et partout, dans les pays arriérés, dans les colonies ; et là où les conditions le permettent, ils doivent tenter immédiatement de créer des Soviets du peuple travailleur.

Nous voyons ici s'ouvrir pour nous un domaine très intéressant et très important de travail pratique. Jusqu'à présent notre expérience commune à cet égard n'est pas très grande, mais petit à petit nous réunissons une documentation de plus en plus abondante. Il est tout à fait hors de discussion que le prolétariat des pays avancés peut et doit aider les masses travailleuses arriérées, et que les pays arriérés pourront sortir de leur stade actuel de développement quand le prolétariat victorieux des Républiques soviétiques aura tendu la main à ces masses et sera en mesure de leur prêter son appui.

Sur cette question, des débats assez vifs ont été suscités par nos thèses signées par moi, mais bien plus encore par celles du camarade Roy, qu'il va défendre ici et pour lesquelles certains amendements ont été adoptés à l'unanimité. La question se posait ainsi : pouvons-nous considérer comme juste l'affirmation que le stade capitaliste de développement de l'économie est inévitable pour les peuples arriérés, actuellement en voie d'émancipation et parmi lesquels on observe depuis la guerre un mouvement vers le progrès ?

Nous y avons répondu par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux mène parmi eux une propagande systématique, si les gouvernements soviétiques les aident par tous les moyens à leur disposition, on aurait tort de croire que le stade de développement capitaliste est inévitable pour les peuples arriérés. Dans toutes les colonies et dans tous les pays arriérés, nous devons non seulement constituer des cadres indépendants de militants, des organisations du parti, non seulement y poursuivre dès maintenant la propagande en faveur de l'organisation des Soviets de paysans, en nous attachant à les adapter aux conditions précapitalistes qui sont les leurs, mais encore l'Internationale communiste doit établir et justifier sur le plan théorique ce principe qu'avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste.

Il n'est pas possible d'indiquer à l'avance les moyens qui sont nécessaires à cet effet. L'expérience nous les soufflera. Mais il est nettement établi que l'idée des Soviets est accessible à toutes les masses travailleuses des peuples les plus éloignés, que ces organismes, les Soviets, doivent être adaptés aux conditions du régime social précapitaliste et que le travail du parti communiste doit être entrepris immédiatement en ce sens dans le monde entier.

Je voudrais encore souligner l'importance du travail révolutionnaire des partis communistes non seulement dans leur propre pays, mais aussi dans les pays coloniaux et, notamment, parmi les troupes que les nations exploiteuses utilisent pour maintenir sous leur domination les peuples de ces pays.

Le camarade Quelch, du Parti socialiste britannique, en a parlé à notre commission. Il a déclaré qu'un simple ouvrier anglais considérerait comme une trahison le fait d'aider les peuples asservis dans leurs soulèvements contre la domination anglaise. Il est exact que le jingoïsme et le chauvinisme de l'aristocratie ouvrière de Grande-Bretagne et d'Amérique constituent le plus grand danger pour le socialisme, qu'ils forment le rempart le plus solide de la II^e Internationale, et que nous avons affaire ici à la plus grande trahison de la part des chefs et des ouvriers appartenant à cette Internationale bourgeoise.

La II^e Internationale a également discuté de la question coloniale. Le Manifeste de Bâle en parle à son tour en termes parfaitement clairs. Les partis de la II^e Internationale avaient bien promis d'agir d'une façon révolutionnaire, mais nous ne remarquons pas que la II^e Internationale et, je suppose, la majorité des partis ayant quitté celle-ci dans l'intention d'adhérer à la III^e Internationale, fassent un travail effectivement révolutionnaire et apportent une aide aux peuples exploités et dépendants dans leurs soulèvements contre

les nations qui les oppriment. Nous devons le déclarer hautement, et c'est irréfutable. Nous verrons si l'on tentera de le démentir.

Ce sont ces considérations qui ont été mises à la base de nos résolutions incontestablement beaucoup trop longues ; j'espère cependant qu'elles seront utiles et contribueront au développement et à l'organisation d'un travail effectivement révolutionnaire dans les questions nationale et coloniale, ce qui constitue précisément notre tâche essentielle.

**Trois éléments essentiels de développement et de synthèse
des conceptions du socialisme scientifique par Lénine.**

Édité en Septembre 2021 par l'Unité Communiste
Pour plus d'informations: Unitecommuniste.fr